



DÉVELOPPER LES CAPACITÉS POUR L'INTÉGRATION
DE LA NUTRITION ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Atelier de Formation, 3 au 5 décembre 2014 – N'Djamena, Tchad

« S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble »

**Renforcement des capacités des acteurs pour une meilleure
intégration des programmes de Nutrition et de Sécurité Alimentaire
en situation d'urgence et pour le renforcement de la résilience**

Rapport

Atelier National de Formation

5-7 Décembre 2014, Ndjamen-TCHAD



MSP/CNNTA



Humanitarian Aid
and Civil Protection



Sommaire

CONTEXTE

1. DEROULEMENT DE L'ATELIER

Session 1: Contexte

Session 2: Analyse de la situation

Session 3: Analyse de la réponse et conception de projet

Session 4: Suivi et évaluation des impacts nutritionnels des interventions

Sessions 5 et 6 : Coordination et Prochaines étapes



Les recommandations de l'atelier

FOCUS SUR LES TRAVAUX DE GROUPE: ARBRES À PROBLÈMES ET À SOLUTIONS POUR LA MALNUTRITION

3. CONCLUSION

Principaux résultats de l'évaluation des participants

Clôture

ANNEXES

ANNEXE 1: Liste des participants

ANNEXE 2: Agenda

ANNEXE 3: Obstacles / Barrières pour l'intégration de la Nutrition et de la Sécurité Alimentaire

ANNEXE 4: Liste des présentations d'expériences

ANNEXE 5: Liste d'indicateurs nutrition « sensibles » (liste non exhaustive)

ANNEXE 6: Messages clés sur les indicateurs de S&E

ANNEXE 7: Résultats des travaux de groupe sur les aspects de coordination

ANNEXE 8: Plans d'actions post-atelier des régions pour une meilleure intégration des programmes de nutrition et de sécurité alimentaire

ANNEXE 9: Détails des évaluations de l'atelier par les participants

ANNEXE 10: Recommandations détaillées de l'atelier



I. CONTEXTE

Le Sahel constitue l'une des régions avec les taux les plus élevés de mortalité infanto-juvénile et de malnutrition dans le monde. La malnutrition est endémique dans la zone du Sahel et constitue une des préoccupations majeure de santé publique. La malnutrition crée des dommages irréversibles sur les capacités cognitives et physiques à l'âge adulte, et entrave fortement le capital humain, avec des répercussions sur la croissance économique du pays.

Au **Tchad**, malgré les interventions du gouvernement et de ses partenaires, la situation nutritionnelle reste alarmante. En effet, entre 2000 et 2010, la prévalence de la malnutrition (dans toutes ses formes) ainsi que le nombre d'enfants malnutris à traiter vu les taux de croissance démographique n'ont cessé d'augmenter¹. Selon la dernière enquête SMART de janvier-mars 2014, la malnutrition aigüe globale (MAG) chez les enfants de moins de 5 ans excède le seuil d'alerte de 10% dans la plupart des régions de la Bande Sahélienne avec des taux allant jusqu'à 26,2 % dont 7,2 % de malnutrition sévère. 26,2 % des enfants de moins de 5 ans, soit plus d'1 enfant sur 4, près d'une femme sur 5 sont affectés par la malnutrition chronique. Le Tchad connaît des taux de mortalité maternelle et infantile parmi les plus élevés au monde, 1 enfant sur 6 meurt avant 5 ans. Les résultats du cadre harmonisé partagés en mars 2014 indiquaient aussi que près de 2 184 721 personnes (8 régions) sont considérées en Insécurité Alimentaire Aggravée dont 442 779 personne en phase de « crise ».

En dépit d'une dynamique internationale favorable soutenue par un engagement politique croissant pour la nutrition illustré par le nombre accru de pays adhérant au Mouvement de Renforcement de la Nutrition (SUN: Scaling Up Nutrition) et aux initiatives d'amélioration de la résilience incluant l'amélioration de la nutrition comme une des priorités majeures (dont l'initiative AGIR), les professionnels de la sécurité alimentaire, de l'agriculture, de la nutrition et de la santé ont des **difficultés à "parler le même langage"** et ne travaillent pas encore assez ensemble. Des efforts importants sont encore nécessaires pour établir concrètement des synergies opérationnelles entre la sécurité alimentaire, la nutrition et les autres secteurs. Malgré les nombreuses bonnes initiatives et la promotion des évaluations et des planifications conjointes, les défis demeurent quand il s'agit d'opérationnaliser cette planification sur le terrain et/ou de mesurer les effets et impacts des interventions conjointes de sécurité alimentaire et de nutrition.

Même en période dite de « bonne année de production », la situation nutritionnelle reste toujours préoccupante avec des pics saisonniers récurrents de malnutrition aigüe. La récurrence des chocs (déficit pluviométrique, sécheresses, hausse des prix, attaque de criquets, conflit), la pauvreté sous-jacente et le manque d'accès et/ou de qualité des services de base (eau potable, déficits d'accès à des services de santé de qualité, éducation) sont quelques-uns des défis qui affectent l'état nutritionnel des populations au Tchad et dans la région du Sahel.

Des efforts continus doivent être réellement faits pour transformer ces initiatives en approches intégrées sur le terrain, et pour créer une masse critique d'expertise technique capable de soutenir efficacement l'intégration de la nutrition dans les programmes de sécurité alimentaire.

Afin de répondre à ces besoins, la FAO, à travers son **programme de renforcement des capacités pour une meilleure intégration des programmes de nutrition et de sécurité alimentaire en situation d'urgence et**

¹ L'insuffisance pondérale (poids / âge) est passée de 28% à 30%, la prévalence de la malnutrition chronique (taille / âge) de 28% à 39% et la prévalence de la malnutrition aigüe globale (poids / taille) de 14,6% à plus de 16% (INSEED, 2010).



pour le renforcement de la résilience², en étroite collaboration avec les organisations humanitaires membres du comité de pilotage³ a organisé du 9 au 14 juin 2014 (à Saly, au Sénégal) un premier **Atelier Régional de Formation** et de **Formation de Formateurs pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel**. Ces ateliers de formation ont regroupé des acteurs du Mali, du Niger, du Tchad et du Burkina ainsi que des experts des bureaux régionaux⁴.

Dans le cadre du plan d'action post-atelier des participants du Tchad à l'atelier régional, la FAO, le REACH, OXFAM et ACF au Tchad ont organisé deux ateliers en région (à Mongo dans le Guéra et à Moussoro dans le Barh El Gazel) en octobre 2014. Un atelier national avait également été planifié par les clusters sécurité alimentaires et nutrition. ECHO et la Délégation de l'Union Européenne au Tchad ont soutenu la réalisation de cet atelier national compte tenu des perspectives de programmations régionales conjointes entre partenaires et institutions gouvernementales prévues en 2015 pour la préparation du 11^e FED au Tchad.

Cet atelier a été organisé conjointement par le projet régional de la FAO sur le renforcement des capacités, la représentation de la FAO au Tchad, l'UNICEF, le REACH, le CNNTA⁵ et ECHO. Il a été financé par la division Nutrition de la FAO à Rome, par la représentation de la FAO et par l'UNICEF au Tchad.

Cet atelier a regroupé durant 3 jours près de 49 personnes des secteurs de la sécurité alimentaires, de la santé et nutrition mais également de l'élevage et de l'action sociale. Au total, près de **7 régions** différentes dont les **5 régions les plus touchées par la malnutrition⁶ (Batha, Salamat, Wadi Fira, Lac, Ouaddai)** et le niveau national étaient représentés avec une forte participation des ministères et services techniques déconcentrés (44%), et des ONG locales et internationales (35 %). Près de vingt-cinq (25) structures différentes étaient représentées à cet atelier: 18 ONG internationales et Locales, 5 agences du système des nations unies et 8 ministères/services différents du gouvernement. La liste détaillée des participants est présentée en **annexe 1**

II. Objectif et Agenda

Objectif de l'atelier :

Cet atelier a pour but de contribuer à la lutte contre la malnutrition et à soutenir la mise en œuvre de l'initiative AGIR pour une réduction durable de la vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle au Tchad à travers le renforcement des capacités des acteurs pour une meilleure programmation multisectorielle pour la malnutrition et une programmation mieux intégrée entre la nutrition et la sécurité alimentaire.

Plus spécifiquement, cet atelier visait à:

- 1) avoir une même compréhension des concepts de base (malnutrition, sécurité alimentaire et résilience) et une vision partagée de la situation et des défis nutritionnels au Tchad;

² Voir la page web du projet : <http://www.fao.org/in-action/renforcement-des-capacites-pour-la-securite-alimentaire/volets-du-projet/nutrition/fr/#c258408>

³ ACF, IMC, WVI, FICR, CICR, WFP, UNICEF. le GFSC et le GNC

⁴ Les informations et **documents de l'atelier régional** sont disponibles sur : <http://www.fao.org/in-action/renforcement-des-capacites-pour-la-securite-alimentaire/evenements/detail/fr/c/218855/>

⁵ **CNNTA** : Centre National de Nutrition et de Technologie Alimentaire

⁶ Cette participation des régions les plus touchées par la malnutrition était définie comme une priorité dans les termes de références de l'atelier.



- 2) renforcer le dialogue entre les secteurs de la sécurité alimentaire, de la nutrition et d'autres secteurs clés afin d'assurer une compréhension commune et partagée des liens entre secteurs et d'identifier les opportunités de collaboration opérationnelle pour atteindre des objectifs nutritionnels communs ;
- 3) partager les connaissances techniques et les bonnes pratiques en termes d'analyse conjointe de la situation alimentaire et nutritionnelle, de conception et de mise en œuvre de programmes intégrés de nutrition et de sécurité alimentaire, et de suivi & évaluation de l'impact nutritionnel des interventions.
- 4) expérimenter concrètement, via des travaux en groupe, une méthodologie de planification conjointe et participative (« S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble » proposée par la FAO) pouvant contribuer aux processus d'analyse et de planification à venir dans les régions, notamment ceux prévus dans le cadre de la programmation du 11° FED.
- 5) Contribuer à développer un pool de ressources humaines davantage outillé à faciliter ou co-faciliter des ateliers de formation et/ou de planification et à concevoir de futures interventions intégrées.

Autres résultats attendus de l'atelier :

Il était également attendu des participants puissent, à l'issue de l'atelier :

- Organiser une restitution interne et diffuser les principaux outils méthodologiques (notamment les arbres à problèmes et à solutions comme outils de planification conjointe), les documents clés et leçons apprises de l'atelier ;
- Organiser des restitutions et diffuser les outils de l'atelier au sein des rencontres de coordination/planification au niveau national et en région (CRA/CDA/CLA),
- Jouer un rôle actif dans les processus d'analyse et de planification conjointe à venir, notamment ceux prévus dans le cadre de la programmation du 11° FED.

Les résultats de cet atelier national et des 2 ateliers sous-régionaux pourront également alimenter le Forum sur la Nutrition et l'Alimentation prévu en 2015 à N'Djamena

Agenda, animation et partage d'expériences durant l'atelier

La préparation et l'animation de l'atelier ont été réalisés par :

- Les formateurs ayant participé à l'atelier régional de la FAO et notamment par ceux ayant déjà animés les ateliers de Mongo et de Moussoro en octobre dernier (REACH, FAO).
- La FAO au Tchad et le projet régional de renforcements des capacités financé par ECHO ;
- Les coordinateurs des clusters nutrition et sécurité alimentaire et d'autres personnes ressources.

L'accent a été mis sur la maximisation des échanges d'expériences et sur le partage des connaissances techniques. L'atelier a alterné des séances en plénières et des travaux de groupes. Des présentations ont été réalisées par des intervenants extérieurs ou des participants dans chacune des différentes sessions.

L'**agenda** de l'atelier se trouve en **annexe 2**



III. DEROULEMENT DE L'ATELIER

Introduction

Cet atelier national a regroupé, pendant 3 jours, 48 acteurs nationaux et internationaux des secteurs de la sécurité alimentaires, de la santé et nutrition mais également de l'élevage et de l'action sociale avec une forte représentativité des services techniques déconcentrés (44 % des participants) et des ONG (35 %) du niveau national et **des 5 régions les plus touchées par la malnutrition** (*Batha, Salamat, Wadi Fira, Lac, Ouaddai*).

Au total, près trente-deux (32) structures différentes étaient représentées à cet atelier qui a été organisé et animé conjointement par la FAO, REACH et le CNNTA. La liste détaillée des participants est présentée en annexe 1.

Typologie des participants : Nombre de participants par type de structure :						
13 ONG Int	4 ONG nationales	7 struct. GOV/SA :	2 struct. GOV Nut & social :	5 UN	8 régions	Animation conjointe
13 personnes	4 pers.	13 pers. de MAE, MEH, ONDR, PDDAA, Sodelac, DEAFPR, AGIR	9 pers.	7pers. de FAO, PAM, Unicef, OCHA, UNHCR	Batha, Salamat, Wadifira, Lac, Ouaddai, Guéra, Hadjer Lamis, Nationa	4 pers.de FAO-REACH-CNNTA

Lors de leur discours d'ouverture, les Représentants d'ECHO (*Mr. Dehermann-Roy Thomas*) et de OCHA (*Mme. Alice Sequi*) au Tchad ont insisté sur la capitalisation effective des résultats de l'atelier en lien direct avec les enjeux stratégiques et opérationnels de programmation 2015 du 11ième FED de la Délégation de l'Union Européenne au Tchad (et dans la sous-région).

Ensuite, les facilitateurs ont demandé aux participants de remplir leurs attentes ainsi qu'un petit questionnaire pour connaître leurs perceptions sur l'importance d'intégrer la nutrition dans les interventions agricoles. Il ressort de cette rapide enquêtes que 90 % des participants considèrent très, à extrêmement important de réaliser cette intégration (ainsi qu'avec d'autres secteurs) par rapport à d'autres priorités mais, par contre, 54 % et 45 % des participants estiment que les secteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition considèrent cette intégration comme prioritaire dans leurs interventions respectives. Le niveau des connaissances en ce qui concerne la nutrition et les outils d'analyse et de suivi de la situation nutritionnelle était plus bas pour les non-nutritionnistes (moyenne de 2,2 sur 5 contre 3,25/5). Par contre, le niveau de connaissance sur les liens entre la sécurité alimentaire et la nutrition semblait légèrement plus important parmi les experts en sécurité alimentaire que parmi les nutritionnistes (2,9 contre 2,5 sur 5 en moyenne). 95 % des participants n'avaient jamais (44 %) à rarement (54 %) suivi l'impact nutritionnel des interventions de sécurité alimentaire.



Session 1: Contexte

Cette première session a permis aux participants issus des différents secteurs d'harmoniser leurs connaissances sur les concepts de base en sécurité alimentaire et en nutrition ainsi que d'identifier les obstacles à une meilleure prise en compte de la nutrition.

La session a commencé par une réflexion de groupe autour de quelques affirmations de débats sur les liens entre la nutrition et la sécurité alimentaire :

1. La Nutrition est une composante de la Sécurité Alimentaire. La Sécurité Alimentaire est une composante de la Nutrition. Laquelle de ces déclarations est vraie? Pourquoi?
2. Tous les enfants âgés de moins de 2 ans et les femmes enceintes sont vulnérables à la malnutrition. Vrai ou faux? Pourquoi ?
3. La malnutrition n'existe que chez les ménages en insécurité alimentaire. Vrai ou faux? Pourquoi?

Chaque groupe de table a pu échanger, puis restituer en plénière les résultats de leurs débats.

Dans un second temps, les groupes ont réfléchi à quels sont les obstacles et barrières à une meilleure prise en compte de la nutrition dans les programmes au Tchad.

Les obstacles les plus fréquemment cités ont trait à :

- Des faiblesses du cadre institutionnel et question de mandat différent,
- Des difficultés pour une programmation intégrée,
- Un manque de connaissances et d'expertise pour l'intégration,
- Ressources financières inadéquates.

L'annexe 3 présente les obstacles identifiés de façon plus complète et détaillée.

La session s'est poursuivie avec plusieurs présentations afin de rappeler un certain nombre de concepts de base sur la nutrition, la sécurité alimentaire et les moyens d'existences.

Dr. Molengar Ngoundo (FAO) et *Mr. Ouedraogo Herman (UNICEF)* ont rappelé les concepts de base en nutrition, les différentes formes de la sous-nutrition ainsi que le cadre conceptuel de l'UNICEF sur les causes de la malnutrition. Les 4 piliers de la sécurité alimentaire ont aussi été présentés ainsi que leur interrelation dans le schéma causal⁷.

La situation nutritionnelle du Tchad et les activités du CNNTA ont été présentées par *Mr. Himeda Makhlof*.

Mr. Miingueyambaye Naiban du SISAAP⁸ a ensuite présenté (i) les principales caractéristiques et tendances clés des moyens d'existence au Tchad et (ii) les contributions possible de l'approche HEA aux analyses de la situation nutritionnelle en présentant notamment comment les profils des dépenses alimentaires et non alimentaires et des sources de revenus par groupe socio-économique pouvaient renseigner sur les vulnérabilités des ménages à la malnutrition. Un focus a notamment été fait sur le profil de certaines dépenses non alimentaires pouvant être des facteurs de vulnérabilité à la malnutrition pour les ménages les plus pauvres telles que par exemple les dépenses en savon, en santé moderne et traditionnelle, la charge de travail des femmes, etc..

⁷ Présentations: toutes les présentations ont été distribuées sur clef USB à tous les participants. On trouvera des exemples de présentations analogues faite lors de l'atelier régional de Saly sur le lien suivant : http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/food-security-capacity-building/docs/Nutrition/SahelWorkshop/1_IFRC-UNICEF_Concepts_SA_Nut.pdf

⁸ SISAAP : Système d'Information National sur la Sécurité Alimentaire et d'Alerte Précoce



A l'issue de cette session, et en préparation aux travaux de groupe sur les arbres à problèmes et à solutions, 4 groupes de moyens d'existence importants au Tchad ont été identifiés par les facilitateurs : Pasteurs, Agro-pasteurs, Agriculteurs, Urbains.

Session 2: Analyse de la situation

Cette session a permis de mieux comprendre les principales causes de la malnutrition et comment elles sont liées aux différents moyens d'existence des populations. Les présentations ont illustré les différentes méthodologies existantes et les types d'informations requises (et parfois manquantes) utiles à une analyse plus complète de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Cette session a débuté par trois présentations d'outils et de méthodologie d'analyse de la situation :

Indicateurs « nutriments sensibles » dans les enquêtes de sécurité Alimentaire

M. Allarabaye Madjioudal (PAM-Bureau de Ndjamena) a fait un rappel des deux grandes catégories d'indicateurs de mesure de la sécurité alimentaire : les indicateurs de fréquence et de diversité alimentaire, et les indicateurs de comportement. Il a ensuite présenté plus en détail le Score de Consommation Alimentaire (SCA) et l'Indice simplifié de Stratégies de Survie (reduced Coping Strategy Index, CSI). Lors de cette présentation, les avantages et inconvénients de chacun de ces indicateurs ont été présentés. Il a été aussi souligné l'importance d'analyser les informations désagrégées et détaillées de ces indicateurs (ou scores) afin d'améliorer la conception/dimensionnement des réponses de sécurité alimentaire (Exemple de ménages ayant des scores analogues mais avec des profils de diversité de consommation assez différents et nécessitant donc idéalement des réponses différentes).

Système d'analyse intégré de la nutrition et la sécurité alimentaire (SISAAP)

Mr. Allamine Alhabo (SISAAP) a présenté le Cadre Harmonisé comme un exemple d'un outil standardisé d'analyse conjointe de la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le Sahel. Piloté par le CILSS, le Cadre Harmonisé propose un cadre de référence pour réaliser une méta-analyse en se basant sur les données existantes de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cet outil pour une analyse multi-acteurs est utilisé au Tchad ainsi que dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal). Les principaux indicateurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle utilisés dans cette approche sont ceux de la consommation alimentaire, de l'évolution des moyens d'existence, de l'état nutritionnel et de la mortalité.

Construire des arbres à problèmes pour la malnutrition⁹ et travaux de groupe sur 4 des principaux groupes de moyens d'existence (Pasteurs, Agro-pasteurs, Agriculteurs et Urbains)

Dr. Molengar Ngoundo (FAO) a présenté la méthodologie des arbres à problèmes (et à solutions) pour la malnutrition (voir guide technique de la FAO « S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble »). La Partie 2 du rapport reprend plus en détail les éléments clés de la construction de ces arbres à problèmes et à solution.

Une présentation sur la contribution de l'agriculture à la Nutrition et sur les principes clés pour améliorer la nutrition à travers l'agriculture¹⁰ a été réalisée par Mr. Christophe Breyne (FAO). Cette présentation a permis aux participants de visualiser les portes d'entrées possibles et les contributions directes et indirectes

⁹ Voir guide technique de la FAO « [S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble](#) »

¹⁰ http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/wa_workshop/docs/Agriculture-Nutrition_Recommandations_c1%C3%A9s.pdf



de l'agriculture à la nutrition dans le schéma causal de la malnutrition. Les principes clés permettant de maximiser les impacts nutritionnels des interventions agricoles ont également été présentés. Cette présentation a été faite en amont des arbres à solutions (cf. intra).

Les échanges et débats entre tous les groupes sur les arbres à problèmes et à solution ont permis de souligner que :

- La nutrition concerne l'individu et non pas un groupe de personnes. C'est le seul moyen pour comprendre la nutrition maternelle et celle de l'enfant.
- La consommation alimentaire est un point d'entrée pour intégrer la nutrition et la sécurité alimentaire mais il reste encore des défis dans la collecte de données et leur analyse conjointe.
- Il y a encore très peu de méthodologies standards pour l'évaluation conjointe de la nutrition et de la sécurité alimentaire. Plusieurs nouveaux outils sont cependant en cours de développement et de mise à l'épreuve.

Session 3: Analyse de la réponse et conception de projet

En introduction du deuxième jour d'atelier, *Mr. Ngardinga Nodjimadji (FAO)* a ouvert la journée avec une présentation sur le thème de la redevabilité. Il a illustré le *pourquoi* et le *comment* intégrer la redevabilité envers les populations affectées à chaque étape du cycle de projets à travers la participation, la représentation, la transparence, le partage d'information, l'implication et la communication envers les bénéficiaires. Cette présentation a eu lieu en début de la 2^e journée, en amont de la révision des travaux de groupe sur les arbres à solution (cf. intra).

Huit (8) des neuf (9) présentations prévues d'échange d'expériences et de leçons apprises des programmes existants ont ensuite été réalisées par les participants via 3 sessions parallèles (voir liste en [annexe 4](#)). A l'issue des présentations, des débats ont été organisés dans chacune des sessions autour des 4 questions clés suivantes : (i) quels sont les éléments innovants maximisant les impacts nutritionnels ? ; (ii) quels sont les potentiels impacts négatifs des interventions sur la nutrition, (iii) comment ont été pris en compte les aspects de genre et (iv) de redevabilité. Ces débats ont ensuite été restitués en plénière via un jeu de rôle d'émission radiophonique de type « RFI ».

Les points clés suivants sont ressortis de cette plénière :

Les **éléments qui maximisent l'impact nutritionnel** des projets incluent notamment : la multisectoralité des programmes (agriculture, santé, WASH, éducation nutritionnelle), le renforcement des capacités en nutrition et la valorisation de spéculations agricoles riches en micronutriments, l'autonomisation des femmes, la pertinence du ciblage, la nécessité d'inclure spécifiquement des objectifs et donc des indicateurs nutritionnels à suivre tout au long du projet.

Les **principaux éléments innovants** ressortis lors des débats concernaient, entre autres : la contractualisation à long terme pour l'accès facilité au foncier des ménages les plus pauvres, le choix d'un pack de spéculations agricoles riches en micronutriments et des démonstrations culinaires pour favoriser leur consommation, les sensibilisations nutritionnelles des femmes mais aussi des maris, l'utilisation de relais communautaires (proximité, connaissance du milieu, reconnaissance sociale).

Les risques d'**impacts négatifs** des projets sont, entre autres, les activités de promotion des cultures de rente au détriment des cultures nutritives et l'augmentation de la charge de travail des femmes à la défaveur des soins aux enfants.

Enfin, les éléments de **prise en compte de la redevabilité et du genre** relèvent de l'implication des bénéficiaires dans toute les étapes de mise en œuvre du projet, c'est-à-dire depuis l'évaluation des besoins jusqu'à l'évaluation finale du programme via par exemple des enquêtes périodiques de



satisfaction des bénéficiaires, la mise en place de cadres de concertation et de comités de plaintes et de sensibilisations en amont. Il en est de même pour la prise en compte du genre qui doit être faite dès la conception des projets. Une des pratiques innovantes citées en termes de genre est la mise en place d'écoles des maris concernant la sensibilisation des hommes à de meilleurs soins aux jeunes enfants.

Session 4: Suivi et évaluation des impacts nutritionnels des interventions

Cette session, animé par *Mr. Christophe Breyne (FAO-Dakar)*, a permis de clarifier les concepts de suivi et d'évaluation, d'apprendre à définir des indicateurs « nutrition-sensible » permettant de mesurer les résultats nutritionnels des interventions, tout au long de la chaîne de suivi-évaluation (processus / produit / résultat / impact).

Le suivi doit être assidu, régulier et itératif durant toute la mise en œuvre du programme afin de pouvoir mesurer l'efficacité et les performances du programme (c.-à-d. intrants versus résultats). L'évaluation doit permettre de mesurer les effets du programme sur les résultats et les objectifs définis. Le projet RAIN (Realigning Agriculture to Improve Nutrition) a été présenté comme bon exemple de mécanismes de S&E d'un programme intégrant la nutrition et la sécurité alimentaire.

Suite à cette présentation théorique, il a été demandé aux participants d'identifier plusieurs indicateurs de nutrition et de sécurité alimentaire pouvant être utilisés dans les programmes intégrés et de les organiser par secteur. Ces indicateurs et les messages clés sur le S&E sont résumés en [annexe 5](#) et [annexe 6](#).

Sessions 5 et 6 : Coordination, prochaines étapes

Cette session a débuté par deux présentations de mécanismes de **coordination** pour la nutrition et la résilience:

- *Mr. Mohammed Levrak (REACH, Tchad)* a présenté le fonctionnement de la coordination du SUN et du REACH pour la nutrition au Tchad ;
- *Mr. LAOMAIBAO Nétoyo* a précisé les différentes étapes du mécanisme AGIR pour la résilience au Tchad.

Suite à ces présentations, des échanges ont eu lieu en plénières autour des questions suivantes :

- Quels sont les efforts de coordination réalisés dans vos régions entre les groupes de sécurité alimentaire et de nutrition ;
- Quels sont les défis restants ;
- Quelles leçons tirer de ces présentations ?

De nombreux débats ont eu lieu autour de la création du récent **CNNA**¹¹ et de ces nouveaux cadres de coordination qui viendront en sus du dispositif des actuels **CRA**¹² *existants* et déjà multisectoriels par définition.

Les participants ont également évoqué la multitude des cadres de concertation, des points focaux et ancrages institutionnels ad hoc des nombreuses initiatives (SUN, REACH, AGIR, CNNA) visant toutes des objectifs nutritionnels communs en termes de synergie et d'efficacité accrue de lutte contre la malnutrition chronique. Cette multitude de plateformes et points focaux induit de facto une complexité

¹¹ **CNNA** : Conseil National de Nutrition et de l'Alimentation

¹² **CRA** : Comité Régional d'Action



de coordination et d'efficacité des activités de renforcements de capacité et des interventions ainsi que des surcoûts de fonctionnement (multitude de points focaux et de réunions ad hoc). La responsabilité de l'état et des PTF a été citée dans plusieurs groupes de travail. Les participants reconnaissent cependant quelques progrès sur le terrain comme (i) des efforts de synergie entre ces cadres, (ii) une meilleure connaissance de la situation de sécurité alimentaire et de nutrition via, entre autre, un meilleur partage d'informations des analyses sectorielle de situation (rapport, enquêtes périodiques).

Les principales contraintes et défis évoqués concernent :

- Les faiblesses de fonctionnement des structures de coordination et des CRA liées à différents facteurs : faible participation, instabilité du personnel et mobilité des leaders (Gouverneur, préfets, etc.), faiblesse des moyens de communication, insuffisance de ressources, faible appropriation des mandats, enclavement, etc.
- L'évolution en parallèle des programmes et acteurs,
- Le démarrage timide mais insuffisant des concertations entre acteurs.

Les recommandations sur la coordination concernent :

- La redynamisation et le renforcement des CRA, CDA et des CLA déjà existants (et multisectoriel par définition/mandat),
- la nécessité de formalisation des liens opérationnels concrets entre les cadres de concertation du CNNA et des CRA, voire de favoriser la mise en place d'une plateforme unique,
- Renforcement de la concertation, coordination multi acteurs dont les acteurs de Sécurité Alimentaire et de Nutrition.

D'autres recommandations ont été évoquées puis affinées lors de la session sur les plans d'actions et les recommandations générales de l'atelier ([cf. intra](#)). Le détail des travaux de groupe sur les aspects de coordination est disponible en [annexe 7](#).

Regroupés par région, les participants ont ensuite été invités à revisiter toutes les sessions et recommandations couvertes au cours de l'atelier et à se pencher sur les éventuelles applications dans leur région respective. Il leur a également été demandé de travailler sur un **plan d'action par région** en identifiant les opportunités, les défis et les principales opportunités pour mieux intégrer les programmes de nutrition et de sécurité alimentaire ainsi que les éventuelles ressources nécessaires et les contraintes possibles.

Les plans d'actions post-atelier par région (*Batha, Salamat, Wadi Fira, Lac, Ouaddai et Ndjamena*) sont présentés en [annexe 8](#).



Les recommandations de l'atelier

Les principales recommandations de l'atelier sont de :

- **Renforcer les compétences et poursuivre la sensibilisation des acteurs en région** pour une meilleure intégration et synergie des programmes de Nutrition et de Sécurité Alimentaire et d'autres secteurs (cité dans tous les groupes de travail) avec l'**organisation d'ateliers multi-acteurs et multi-secteurs de formation dans les régions, atelier analogues à celui de Ndjamen**a ;
- Renforcer le **partenariat, la collaboration et Concertation** entre tous les acteurs sectoriels (État-ONG) : cité dans 3 groupes ;
- **Uniformiser et redynamiser les CRA et plateformes existantes** (CDA, CLA, autre) de coordination pour faciliter le partage d'information (cité dans les 3 groupes) ;
- Elaborer des **plans d'action et programmations conjointes** en Nutrition et Sécurité Alimentaire et partager l'information (Cité 2 fois) ;
- **Intensifier les actions d'Information Education et Communication (IEC) pour le changement de comportement au niveau communautaire** (ONG) ;
- **Renforcer l'inter-cluster** et le rapprochement opérationnel entre les clusters « Nutrition et Sécurité Alimentaire » : partage d'analyses, d'information et de leçons apprises, participation mutuelle aux rencontres ;
- **Améliorer l'évaluation des besoins** en Nutrition et Sécurité Alimentaire ;
- Intensifier le **plaidoyer pour des financements additionnels de programmes intégrés de sécurité alimentaire et de nutrition ou de programmes multisectoriels**.

On trouvera en [annexe 10](#), le détail des recommandations générales et par secteurs

FOCUS SUR LES TRAVAUX DE GROUPE: ARBRES À PROBLÈMES ET À SOLUTIONS POUR LA MALNUTRITION

Des arbres à problèmes et à solutions pour lutter contre la malnutrition : Comment peuvent-ils être utilisés?

Un arbre à problèmes et/ou à solutions est une technique de visualisation puissante pour arriver à une compréhension partagée des problèmes et pour les résoudre de manière participative. En effet, les participants identifient les causes d'un problème et les organisent selon leurs relations de cause-à-effet. À partir de « l'arbre à problèmes », les participants identifient les solutions en construisant un « arbre à solutions », qui est une image positivée de l'arbre à problèmes.

Dans un contexte de planification pour la nutrition, la sécurité alimentaire et le renforcement de la résilience, les arbres à problèmes permettent une analyse participative de la situation et la conception d'un système d'informations intégrant des données de Sécurité Alimentaire et de Nutrition.

Les arbres à solutions quant à eux soutiennent une programmation intégrée, la création d'un cadre commun de Suivi & Evaluation et mettent en évidence les interventions possibles ainsi que les parties prenantes, tout en identifiant les lacunes existantes.



L'arbre à problèmes et à solutions

Les travaux de groupe sur la construction d'arbres à problèmes et d'arbres à solutions constituaient le **cœur de l'atelier**. L'arbre à problèmes et à solutions est un outil servant à analyser de façon systématique les relations de cause à effet d'un problème central. En posant la malnutrition comme problème central, il permet d'arriver à un consensus sur les causes et leurs interrelations sectorielles. La transformation de l'arbre à problèmes en arbres à solution fixant un objectif central et commun de « lutte contre la malnutrition » fait prendre conscience à tous les secteurs de la nécessité d'actions conjointes pour s'attaquer aux multiples causes.

Cette méthodologie est basée sur le manuel: « **S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble**¹³ » publié par la FAO en 2013.

Un arbre à problèmes est représenté visuellement par un « arbre ». Le « tronc » est le problème central, les « racines » représentent les causes du problème et les « branches » les effets des problèmes. L'arbre à problèmes se concentre sur les *causes* de la malnutrition et est spécifique à un groupe de moyens d'existence.

L'arbre à solutions est l'image inversée de l'arbre à problèmes et nécessite donc de transformer chaque problème identifié en situation positive. Les meilleures interventions à mettre en œuvre pour atteindre ces solutions sont ensuite définies de manière consensuelle ou selon l'expertise technique des uns et des autres. Les acteurs et potentiels collaborateurs peuvent ensuite être identifiés pour chaque intervention.

Les participants ont utilisé cet outil pour avoir une compréhension commune des causes et conséquences intersectorielles ainsi que des solutions pour la malnutrition par zone de moyens d'existence. Chaque groupe devait construire l'arbre spécifique lié à un moyen d'existence avec l'appui des facilitateurs de groupe.

Lancement des travaux de groupe : les participants ont été invités à se répartir en 4 groupes de moyens d'existence correspondant aux 4 principaux moyens d'existence précédemment identifiés : Pasteurs, Agro-pasteurs, Agriculteurs, Urbains. Chaque groupe devait construire l'arbre à problèmes spécifique à un moyen d'existence avec l'appui des facilitateurs de groupe. Les participants ont ensuite été mélangés afin de constituer des équipes mixtes de révision/feed back des arbres élaborés par les autres groupes. Chaque groupe initial s'est ensuite reconstitué pour amender son travail selon les commentaires reçus. Après une présentation théorique sur les arbres à solutions, chaque groupe a transformé son arbre à problèmes en arbre à solutions en y apposant des propositions d'interventions ainsi que les acteurs concernés par chacune de ces activités. Chaque groupe a ensuite pu travailler sur la maximisation des impacts nutritionnels de 1 à 2 interventions de leur arbre à solution après une courte présentation théorique.

¹³ <http://www.fao.org/docrep/019/i3516f/i3516f.pdf>



Photo 1a. Arbre à problèmes du groupe de moyens d’existence « urbain ». N.B. Les problématiques des enfants de rue/talibés ont été difficiles à placer dans l’arbre car liées à de nombreuses causes possibles.



Photo 1b. Arbre à solutions du groupe de moyens d’existence « urbain » présentant les interventions et les acteurs identifiés

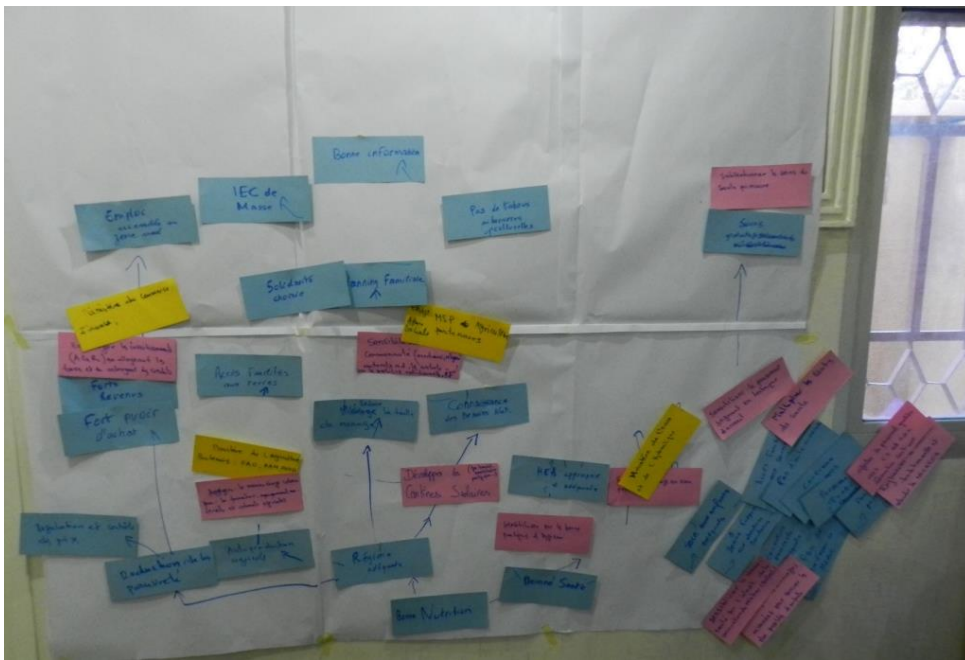




Photo 2a. Arbre à problèmes du groupe de moyens d'existence «Pastoraliste»

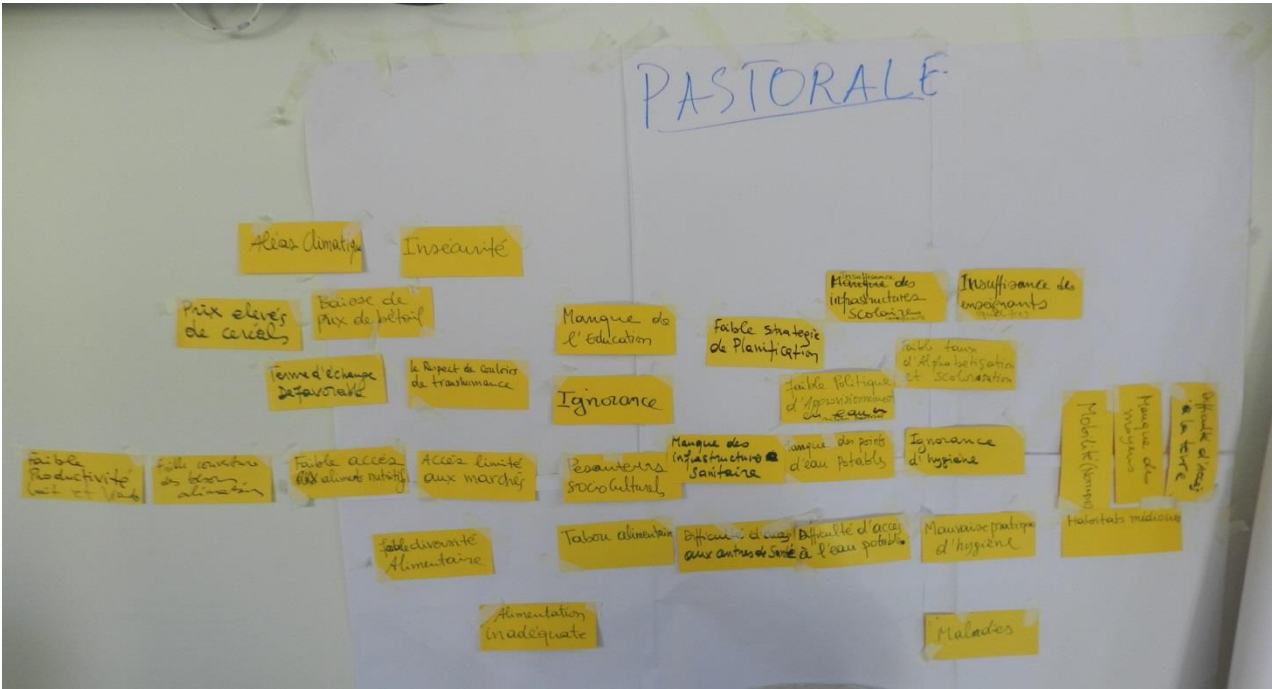
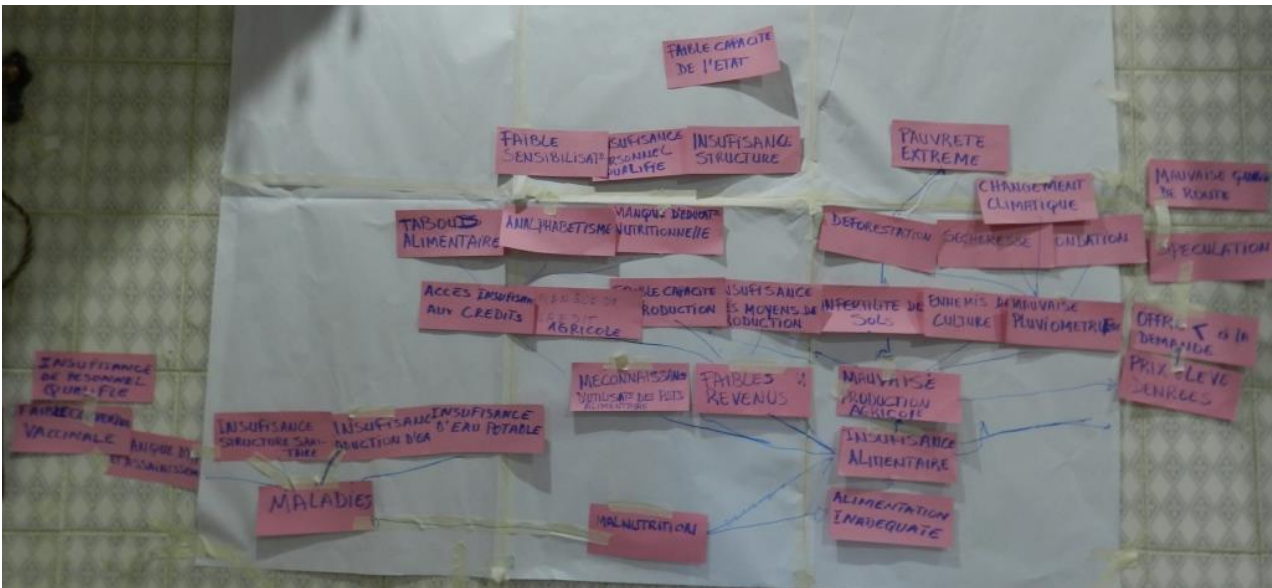


Photo 2b. Arbre à problèmes du groupe de moyens d'existence «Agricole»





IV. CONCLUSION

L'atelier s'est terminé par: (i) une validation rapide de l'atteinte des attentes exprimées en début d'atelier, (ii) la correction individuelle du pré-test des connaissances, (iii) une présentation du contenu de la clé USB remise aux participants avec les supports de l'atelier, (iv) une évaluation de l'atelier et (v) un mot de conclusion.

Dans cette dernière partie sont présentés les résultats de l'évaluation de l'atelier par les participants ainsi que leurs plans d'actions post atelier.

Principaux résultats de l'évaluation des participants

Les compétences acquises concernent principalement l'utilisation de la méthode des arbres à problèmes et à solutions de la malnutrition ; les aspects d'intégration de la sécurité alimentaire et de la nutrition ainsi que les indicateurs de S&E (notamment la distinction entre les indicateurs de processus et de résultats/Effets¹⁴). Furent aussi mentionnés les notions de base en nutrition et SA ainsi que les liens entre SA & Nut et les aspects de maximisation des impacts et effets nutritionnels.

Les informations ou concepts les mieux compris par les participants concernent la maximisation des effets nutritionnels des interventions, l'utilisation des arbres à problèmes et à solution, les notions de redevabilité, les indicateurs types du S&E, l'intégration de la SA et de la Nut et les concepts de base sur la nutrition.

Pour l'amélioration de la qualité/pertinence d'ateliers futurs, les participants recommandent d'accorder plus de temps aux partages d'expériences, de ralentir la vitesse de certaines présentations, de poursuivre ce type d'atelier en région avec des recyclages réguliers et de choisir une salle davantage adaptée au nombre de personnes et aux travaux de groupe. Les détails de l'évaluation sont repris en [annexe 9](#).

Clôture

Les organiseurs de l'atelier ont remercié ECHO pour le financement de cet atelier et du projet de renforcement des capacités en général ainsi que l'ensemble des participants pour leur participation active et leurs riches contributions tout au long de l'atelier. Ils les ont également encouragés à dérouler leurs plans d'action post-atelier dont notamment (i) la réalisation de restitutions du contenu et du déroulement de l'atelier, aussi bien en interne à chaque structure qu'au niveau des CRA¹⁵, (ii) la diffusion et la capitalisation des outils de l'atelier et en particulier des outils d'analyse et de planification conjointe (via les arbres à problèmes et solutions). Il a été rappelé que le projet reste disponible pour tout support à ces plans d'action et pour la réalisation d'ateliers analogues en région, que les participants seront régulièrement tenus informés du déroulement du projet ainsi que de la mise en ligne rapide de tous les outils et supports de l'atelier.

L'ensemble des présentations y compris celles des participants et de la documentation de référence ont été remis sur clés USB à tous les participants à la fin de l'atelier. Les plans d'actions par région ainsi qu'une présentation PowerPoint pour faciliter les restitutions de l'atelier ont été envoyés par mail juste après l'atelier.

¹⁴ Présentation la plus appréciée

¹⁵ Ces restitutions internes et au niveau des CRA ont été citées comme recommandations clés de l'atelier dans tous les groupes de travail.



Les documents clés de l'atelier devraient être mis en ligne sur le site du projet : <http://www.fao.org/in-action/renforcement-des-capacites-pour-la-securite-alimentaire/news/detail-events/fr/c/273248/>

Cet Atelier National de Formation a été préparé et animé par la composante « Intégration des programmes de nutrition et de sécurité alimentaire » d'un projet plus large financé par ECHO¹⁶ et mis en œuvre par la FAO dans la Corne de l'Afrique (ciblant l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie et le Sud-Soudan), au Sahel (ciblant le Tchad, le Mali, le Niger et le Burkina Faso) et au niveau mondial (pour en savoir plus : <http://www.fao.org/in-action/renforcement-des-capacites-pour-la-securite-alimentaire/>).

ANNEXES

¹⁶Projet de « renforcement des capacités pour améliorer les programmes de sécurité alimentaire en situation d'urgence et de réhabilitation à travers (i) une meilleure intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire, (ii) une meilleure évaluation de la sécurité semencière et (iii) un renforcement de la redevabilité envers les populations affectées »

**ANNEXE 1: Liste des participants****ATELIER NATIONAL DE FORMATION, 3-5 décembre 2014**

Région	Structure	Type	Nom et Prénom	Fonction	E-Mails
Organisation/Animation					
Tchad	REACH	UN	LEVRAK MohamedCheikh	REACH Coordinateur	mohamedcheikh.levrac@wfp.org
Tchad	CNNTA	Etat	HIMEDA Makhlof	Responsable Adjoint du C.N.N.T.A	himedamakhlof@yahoo.fr
Tchad	FAO	UN	NGARDINGA Nodjimadji.	Cluster Sa	nodjimadji.ngardinga@fao.org
Tchad	FAO	UN	MOLENGAR Ngoundo	Coordo urgence	molengar.ngoundo@fao.org
Régional (Dakar)	FAO	UN	BREYNE Christophe	Coordo Programme	Christophe.breyne@fao.org
Participants					
Batha	Action sociale	Etat	Caleb DeoDeo	Délégué	calebdeodeo@gmail.com
Batha	ONDR	Etat	Senoussi Hamdam	chef de secteur	sanoussi74@mail.ru ;
Batha	Croix-Rouge fr.	ONG Int.	Dr. Nioule Zéadé Léonard	Coordinateur santé	sante-tchad.frc@croix-rouge.fr
Batha	Solidarités Int.	ONG Int.	Abdallah ahim Hassan	Superviseur agro-élevage	abh1603@yahoo.fr
Guéra	MSP	Etat	Dr. Blaowe Gaissala	MCD Bitkine	gaissalablaowe@yahoo.fr
Guéra, Salamat, Batha	ONDR	Etat	Mahamat Zakaria Rakhis	Chef de Région	mhtzaka@yahoo.fr
Hadjer Lamis	Coopi	ONG Int.	Kaoueye Guessakoy Arnaud	Charge de SA	
Lac	MAE	Etat	Ngaba Djasra	Délégué Agriculture au CRA	ngaba_djasra@yahoo.fr
Lac	SODELAC	Etat	Abdoulaye Ali Garoutga	Chef de secteur	
Lac	Bambini nel deserto (BnD)	ONG Int.	Louba Tessem Josué	Program Manager	programmetchad@bambinineldeserto.org
Lac	SOS Sahel Int.	ONG Int.	Seleh Mbodou Abakar	Chef de projet	chaffasaleh@yahoo.fr
Ouddai	MSP	Etat	Brahim Hassan	Point Focal nutrition	tidjaniadoum@gmail.com
Ouddai	ONDR Abéché	Etat	Djaoussala Djaksam	ONDR Abéché	djaoussala@gamil.com
Salamat	Action sociale	Etat	Houda Miréssi	Délégué	hmiressil@yahoo.fr



Salamat	MAE	Etat	Klassou René	ONDR Aboudia	Via IMC
Salamat	MSP	Etat	Dr.Chahallah Youssouf	MCD Aboudia	Via IMC
Salamat	OXFAM	ONG Int.	Bassagal Samuel	Program Officer PADL	sbassagal@oxfamintermon.org
Salamat	UNHCR	UN	MASRA Patrice	Sécurité Alimentaire et M.E.	MASRA@unhcr.org
Salamat	IMC	ONG Int.	Nkusi Jean-Baptiste	Coordo terrain	jnkusi@InternationalMedicalCorps.org
Wadifira	MEH	Etat	Fambo Josué	Délégué Elevage	via Care; 66381830
Wadifira	MSP	Etat	Abdallah Mamadou	Délégué Santé	abdallahmamadou@yahoo.fr
Wadifira	ONDR	Etat	Mahamat Bourma Abdoulaye	Chef de Secteur, CDA Biltine	dingamadjialexis@yahoo.com
Wadifira	CARE	ONG Int.	Yahnon Blebere Pelagie	Assistant Nutrition	pyahnon2014@gmail.com
Wadifira	SECADEV	ONG lo.	Rondouba Nekinga	Coordinateur agricole	roneyky07@yahoo.fr
National	Action sociale	Etat	Adoum Alphonse	Point Focal SAN	
National	MAE	Etat	Onétangarte Madjibeye Odette	Directrice Adjointe PAS	o.madjibeye@gmail.com
National	MAE	Etat	Ablao Maurice	DEAFPR	mauriceablao@yahoo.fr
National	MEH	Etat	Sing Yabe Sahoulba	Chef de division alimentaire	christiansingyabe@yahoo.fr
National	MEH	Etat	Adoum Seid Gamané	Spécialiste élevage	adoum.seid@yahoo.fr
National	PDDAA	Etat	Khadidja Abdelkader	Point Focal National	khadidjaabdelkader@yahoo.fr
National	SISSAP	Etat	MINGUEYAMBAYE Naiban	Expert en Nutrition	naibanfils@yahoo.fr
National	ACORD	ONG Int.	Idriss Abdelkerim Foudoussia	Responsable de Programmes	foudoussia_idriss@yahoo.fr
National	Acted	ONG Int.	Loubière Thomas	Responsable de projet	thomas.loubière@hotmail.com
National	Concern	ONG Int.	Hamid kiram	Coordo SA	Kiram.hamid@concern.net
National	CRS	ONG Int.	BORE Mamadou Ibrahim	Coordinateur SA	bore.mamadou@crs.org
National	IRC	ONG Int.	Mpoyi Ntalaja Franck	Coordinateur Nutrition	NtalajaFranck.mpoyi@rescue.org
National	PU-AMI	ONG Int.	Rimbaye Innocent	Charge de S&E	tcd.reporting@pu-ami.org
National	Caritas	ONG lo.	Ndoyom Roland	Chef de Projet	rndoyom@gmail.com



National	CHAILD	ONG lo.	Sing-Niba Gondeuh	Cordinateur National	wadoudahbitite@gmail.com
National	Alerte Santé/Comed	ONG lo.	Ngakinda Ganda	Assistant	assistant_comedas@yahoo.fr
National	OCHA	UN	Longoh Djasnan	HAO	longoh@un.org
National	FAO/SISAAP	UN	Tinlot Marianne	Assistante technique SA	marianne.tinlot@fao.org
National	FAO/SISAAP	UN	Choquer Céline	Sisaap, relation ONG	celine.choquer@fao.org
National	FAO/cluster SA	UN	Talleg Fabien	Coordinateur Cluster SA	fabien.talleg@fao.org
National	PAM	UN	Madjioudal Allarabaye	VAM	madjioudal.allarabaye@wfp.org
National	PAM	UN	Kamou Edouard	Chargé de Programme	edouard.kamou@wfp.org
National	UNICEF	UN	Ado Balla Abdoul Azizou	Data Manager	aabdoulaazizou@unicef.org
National	UNICEF/Cluster Nut	UN	Ouedraogo Herman	Coordinateur Cluster Nut	huedraogo@unicef.org
Participants à l'ouverture et session sur les études de cas					
National	ECHO	PTF	Dehermann-Roy Thomas	Chef de bureau	Thomas.Dehermann-Roy@echofield.eu
National	OCHA	UN	Alice Sequi	Chef de bureau	sequi@un.org
National	DUE	PTF	Coustet Virginie	Chargée de programme	virginie.coustet@eeas.europa.eu
National	FAOR	UN	Batedjim Noudjalbaye	Chargé de programme	batedjim.noudjalbaye@fao.org
National	MAE	Etat	LAOMAIBAO Nétoyo	Consultant AGIR	allamine_alhobo@yahoo.fr
National	CARE	ONG Int.	Namata Alio	Directeur Adjoint	alio.namata@care.ca
National	CARE	ONG Int.	Saillard Margaux	Chargée de programme	saillard.carefrance@gmail.com
National	Concern	ONG Int.	Lafuente Nena	Directrice	chad.cd@concern.net

**ANNEXE 2: Agenda**

Heure	Mercredi 3 décembre	Jeudi 4 décembre	Vendredi 5 décembre
8:30- -11:00 (approx.)	Enregistrements des participants	<i>Exercice de groupe</i> : Revue des arbres à problèmes par les pairs	Récapitulatif : Qu'avons-nous réalisé jusqu'à présent ? Quels enseignements avons-nous tirés ?
	Session d'ouverture (ECHO, OCHA)	Session 3: Analyse de la réponse et conception de projet	Session 4: Suivi et évaluation des impacts nutritionnels des interventions
	Objectifs de l'atelier et présentation des facilitateurs et des participants		
11:00- 13:00 (approx.)	Session 1: Contexte	<i>Présentation</i> : Contribution de l'agriculture à la nutrition (FAO)	<i>Présentation</i> : Suivi et évaluation: de quoi parle-t-on? Comment le mettre en œuvre ? Quels indicateurs ? (FAO)
	<i>Présentation</i> : S'entendre sur les concepts de Sécurité alimentaire et de Nutrition FAO – UNICEF -CNNTA	<i>Exercice de groupe</i> : Construire un arbre à solution pour la malnutrition	
	<i>Exercice de groupe</i> : Quels sont les obstacles / barrières pour une programmation qui prenne mieux en compte la nutrition ?	<i>Exercice de groupe</i> : Comment maximiser les impacts nutritionnels des interventions ?	<i>Groupe de travail par département</i> : Comment mesurer l'impact nutritionnel des programmes de sécurité alimentaire ?
	<i>Présentation</i> : Présentation des différents moyens d'existence et de leurs évolutions (SISAAP/ FAO)		
13-14:00	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner
14:00- 16:00 (approx.)	Session 2: Analyse de la situation	<i>Sessions parallèles – Exemples d'interventions qui intègrent la sécurité alimentaire et la nutrition</i> Concern, CRS, IRC, UNICEF, Care, CRF, FAO, PAM, PU; Thèmes possibles : • <i>Créer des synergies et des complémentarités entre les interventions de sécurité alimentaire et nutrition</i> • <i>Diversifier la production locale et soutenir les moyens d'existence locaux</i>	<i>Présentation</i> • La coordination REACH au Tchad - REACH • La coordination pour AGIR au Tchad - MAE
	<i>Présentations – Partage d'expérience sur l'analyse de la situation</i> : • Indicateurs pour la nutrition dans les enquêtes dont le score de diversité ; VAM - PAM • Cadre Harmonisé, points clés – (SISAAP/ FAO)		<i>Discussions</i> – Mécanismes de coordination pour lier la sécurité alimentaire et la nutrition
16:00- 17:30 (approx.)	<i>Exercice de groupe</i> : Construire un arbre à problème pour la malnutrition	<i>Leçons clés issues des sessions parallèles</i> : Quelles opportunités pour lier les interventions nutritionnelles et de sécurité alimentaire et maximiser l'impact nutritionnel des interventions de SA ?	<i>Groupe de travail</i> : Définir les prochaines étapes et des mécanismes de suivi au niveau national et en région: actions clés à mettre en œuvre
		<i>Exercice de groupe</i> : Revue des arbres à solution et intervention par les pairs	<i>Groupe de travail</i> : Recommandations par type d'acteurs et pour le forum national de Nutrition.
17:30- 18:00		<i>Groupe de travail</i> : Principaux enjeux et opportunités pour une planification conjointes	Conclusion et clôture de l'atelier



ANNEXE 3: Travail de groupe- Obstacles / Barrières pour l'intégration de la Nutrition et la Sécurité Alimentaire

1. Difficultés pour une programmation intégrée

- MANQUE DE CONNAISSANCES SUR L'INTEGRATION DES SECTEURS
- DIFFICULTES DANS LA CONCEPTION DES PROGRAMMES
- MANQUE D'INFORMATION / FORMATION SUR LE PROCESSUS D'INTEGRATION
- MANQUE D'ANALYSE INTEGREE DU CONTEXTE
- NECESSITE DE MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE SUIVI EVALUATION INTEGRANT LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION ET LA DEFINITION D' INDICATEURS COMMUNS DE SUIVI EVALUATION
- MANQUE D'INITIATIVE / SYNERGIE PENDANT L'ELABORATION DES PROJETS
- MANQUE DE COORDINATION ENTRE LES CLUSTERS SA/NUT
- INSUFFISANCE DE COLLABORATION ENTRE LES DIFFERENTS ACTEURS
- CONFLITS D'INTERETS
- CONCEPTION NON MULTISECTORIELLES DES PROGRAMMES SA/NUT

2. Manque de connaissances et d'expertise pour l'intégration

- MANQUE DE CONNAISSANCES D'INTEGRATION DES SECTEURS /DIFFICULTES DANS LA CONCEPTION DES PROGRAMMES
- INSUFFISANCE DE PERSONNELS QUALIFIES
- INSUFFISANCE DE SPECIALISTES DANS LES DEUX DOMAINES

3. Faiblesse du cadre institutionnel

- PAS DE POLITIQUE NATIONALE INTEGREE
- BARRIERES INSTITUTIONNELLES
- MANDAT DIFFERENT
- FAIBLESSE DU CADRE DE CONCERTATION AUX NIVEAU NATIONAL ET LOCAL

4. Ressources financières inadaptées

- INSUFFISANCE DE FINANCEMENT DES PROJETS MULTISECTORIELS
- EXIGENCES DES BAILLEURS



ANNEXE 4: Liste des présentations d'expériences (en session parallèle)

Sessions parallèles – Partage de leçons apprises sur les interventions intégrées.

- **Session parallèle 1 - Facilitateur : Mohamed Cheikh Levrak, REACJH**
 - **Résilience Communautaire à la malnutrition, Sila - Concern**
Nena Lafuente; Directrice de Concern
 - **Approche intégrée; Ouddai - Première Urgence**
Rimbaye Innocent,
 - **Patate douce à chair orange, Kenya - UNICEF**
Herman Ouedraogo, Cluster Nutrition, UNICEF-
- **Session parallèle 2 - Facilitateur : Himeda Makhlof, CNNTA**
 - **Appuis à la résilience - PAM**
Edouard Kamon, Chargé de Programme, PAM
 - **Les transferts monétaires et autres interventions, Wadi Fira; CARE**
Namata Alio, directeur, Care
 - **Club des mères et des maris - Croix Rouge Fr.**
Dr. Nioule Léonard, Coordo Santé, Croix Rouge Fr.
- **Session parallèle 3 - Facilitateur : Dr. Molengar Ngundo, FAO**
 - **L'utilisation de semences à haute valeur nutritive accompagnée d'un paquet technologique adéquat contribuant efficacement à l'amélioration de la nutrition, Kanem- FAO**
Dr. Molengar Ngundo , Assistant technique, FAO Tchad
 - **Vouchers et réponses intégrées ; Ouddai et Wadi Fira - CRS**
Bore Mamadou, Responsable de programme, CRS
 - **Intégration Nut-Santé-Wash-SA - IRC**
Franck Ntalaja, Responsable de programm, IRC



ANNEXE 5: Liste d'indicateurs nutrition « sensibles » (liste non exhaustive)

STATUT NUTRITIONNEL	SANTE	CONSOMMATION ALIMENTAIRE (Individu)	ACCESS A LA NOURRITURE	PRATIQUES DES SOIN	ENVIRONNEMENT SANITAIRE	DISPONIBILITE DE LA NOURRITURE	PROBLEMATIQUE DE GENRE
Prévalence du retard de croissance	Prévalence des maladies diarrhéique, paludisme, infection respiratoire	Bilan alimentaire	Niveau de revenu	Taux d'allaitement exclusif	% de ménages ayant accès à l'eau potable	Superficie emblavée	% d'hommes participant aux séances de sensibilisation nutritionnelle
Prévalence de la malnutrition aigüe (MAM+MAS)	Taux de mortalité	Score de diversification alimentaire des 24 à 59 mois (enfants)	Quantité d'aliment achetée	Taux d'utilisation de moustiquaires imprégnées	% de ménages qui pratiquent le lavage de mains aux moments clés	Rendement	% de femmes dans le personnel de santé (formel : CS ; Informel : RC)
Prévalence des carences en micronutriments (Fer, Vit A, Iode)	Taux d'iode dans l'urine	Score de diversification alimentaire des enfants de 0 à 23 mois	Type d'aliment acheté (variété)	Taux de fréquentation des services de santé	Nombre d'endroits publics (école, marche, centre de sante) disposant de latrines	Production	% femmes appartenant aux comités de ciblage et gestion de plaintes
Insuffisance pondérale (Poids/âge)		Score de diversification alimentaire des mères des enfants de < 5ans	Niveau des prix des aliments sur le marché	Taux de prise de fer par les femmes enceintes	Nombre de ménages disposant de station de lavage de mains	Stock Ménage	Charge de travail des femmes (formulation à réfléchir)
Prévalence surpoids et obésité		Diversification alimentaire des femmes enceintes		Age d'introduction d'aliments complémentaires	% de ménages disposant de latrines	Stock commerçant	
Indice de masse corporelle des femmes enceintes				Taux d'enfants ayant reçu le colostrum dès la naissance	Nombre de centres de santé qui respectent le minimal WASH	Type d'aliments produits	
Œdème				Pratiques prénatales			



ANNEXE 6: Messages clés sur les indicateurs de S&E

Sur les Impact pathways

- Intégrer la nutrition et la sécurité alimentaire afin que les 2 secteurs se rejoignent dans le cadre du Suivi & Evaluation
- Il y a plusieurs chemins par lesquels une même intervention peut s'attaquer à plusieurs causes de la malnutrition.
- Votre système S&E devrait vous aider à suivre et évaluer ces chemins tout au long de la mise en œuvre du projet.
- Important de mesurer les potentiels impacts négatifs et/ou les résultats non attendus et les facteurs externes de votre intervention nutritionnelle (Do No Harm, principe d'innocuité).

Sur les indicateurs de S&E

- Le retard de croissance est un bon indicateur d'impact de programmes multi-sectoriels pluriannuels.
- Les malnutritions aiguës et émaciations sont soumises à de nombreuses variations.
- Pour les interventions de sécurité alimentaire, il est important de mesurer l'impact au moins sur la consommation alimentaire des ménages, et si possible à l'échelle de l'individu.
- La nutrition concerne l'individu; ainsi, s'intéresser à l'individu est l'unique moyen de comprendre la nutrition de la mère et de l'enfant.
- Les mesures de diversité alimentaire devraient s'accompagner d'une étude CAP (Connaissances, Aptitudes, Pratiques).
- Il est nécessaire de rendre les indicateurs sensibles à la "nutrition". Par exemple, l' "augmentation de la production" devient "l'augmentation de la production d'aliments riches en micronutriments".
- Le choix des indicateurs dépend de l'intervention et de ce qui est faisable.

Sur le processus S&E

- Le système de S&E doit se rapporter aux objectifs du programme.
- Il y a plusieurs méthodes pour les évaluations d'impacts, qui apportent divers degrés de certitude quant à la contribution réelle du projet à l'impact.
- L'évaluation du processus doit être utilisée afin de voir quels éléments d'un programme fonctionnent et lesquels ne fonctionnent pas.
- Le suivi est un outil de gestion de projet essentiel qui doit être mis en place avant le démarrage de tout type de programme.
- Il faut évaluer avant (Base-line), pendant (PDML) et après (end line, sur le site –bénéficiaires- et ailleurs -non bénéficiaires/témoins-)
- Pour l'évaluation d'impacts, il est recommandé de faire appel à un expert.



ANNEXE 7: Résultats des travaux de groupe sur les aspects de coordination

1. Décrivez les actions qui sont mises en œuvre pour améliorer la coordination entre les différents secteurs dont ceux de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

- Début de travail en synergie (AGIR, REACH, SUN)

2. Quelles difficultés rencontrez-vous ?

- Disparité ou faible de coordination (2) et Multiplication des structures de coordination,
- Evolution en parallèle des programmes et acteurs,
- Manque de communication/Echanges entre les différentes structures : CRA, CDA, CLA, Clusters,
- CRA non dynamique,
- Manque de coordination entre les clusters Santé/nutrition et SA,
- Structure de coordination peu ou pas opérationnelle (insuffisance de ressources),
- Difficultés de participation à la coordination à cause des moyens de communication,
- Méconnaissance des rôles,
- Non tenue régulière (mensuelle) des clusters SA à cause de la faible participation,
- Manque d'intérêt commun,
- Manque de plan de travail,
- Instabilité du personnel (admin, STE, ONG, Projet),
- Mobilité des leaders (Gouverneur, Préfet, etc.),
- Absence de vision stratégique,
- Faible appropriation des mandats,
- Enclavement périodique de la zone,
- Insuffisance de moyens logistiques,

3. Quels résultats / progrès constatez-vous ?

- Démarrage timide mais insuffisant des concertations entre acteurs,
- Existence de cadre de partage d'information sur la SA et la Nut (rapport, etc.),
- Meilleures connaissances de la situation alimentaire et nutritionnelle,

4. Recommandations

- Redynamisation et renforcement des structures existantes (CRA/CDA et CLA) (cités 3 fois)
- Une seule plateforme de coordination,
- Structuration du cadre de concertation,
- Formation techniques :
 - Renforcer la communication et la coordination entre les différentes structures régionales, entre les clusters SA et Nut,
 - Formation des membres des CRA sur leurs rôles,
 - Organisation d'ateliers analogues en région avec toutes les parties prenantes,
- Plaidoyer pour le maintien des personnes,
- Appui logistique,
- Renforcer la concertation, coordination multi acteurs dont SA/nut,
- Renforcer la communication



ANNEXE 8: Plans d'actions post-atelier par région pour une meilleure intégration des programmes de nutrition et de sécurité alimentaire

Prochaines étapes post-atelier de l'atelier National au niveau des régions du Batha

Vous avez été sélectionnés pour cet atelier de formation en tant que représentants des clusters ou groupes thématiques de sécurité alimentaire et de nutrition dans votre pays/région. A ce titre, vous vous êtes engagés à proposer / mettre en œuvre des actions à la suite de cet évènement.

1. *Quelles actions recommanderiez-vous pour s'attaquer aux obstacles identifiés lors de la première journée dans votre pays ? Identifiez au moins une action par type d'obstacle que vous proposez de mener à terme.*

Obstacles/barrières identifiés à l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire	Action(s) recommandée(s)	Personne / organisation responsable
Difficultés pour une programmation intégrée <ul style="list-style-type: none"> • Faiblesse d'analyse des causes • Difficultés de ciblage • Manque de vision / objectifs communs • Manque / Faiblesse suivi et évaluation • Périodicité différente 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de programmes intégrés et complémentaires 	
Manque de connaissances et d'expertise pour l'intégration <ul style="list-style-type: none"> • Expertise sectorielle • Méconnaissance / Incompréhension entre concepts 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement les capacités dans la mise en place de programmes intégrés 	
Faiblesse du cadre institutionnel <ul style="list-style-type: none"> • Manque de coordination / Approche sectorielle • Absence de cadre politique intégrée • Cadre institutionnel par secteur / problème de mandat 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un cadre institutionnel multisectoriel pour la coordination et les partage d'information (Quid des CRA ?) 	
Ressources financières inadaptées <ul style="list-style-type: none"> • Approche sectorielle des financements • Manque de ressources financières 	<ul style="list-style-type: none"> • Orienter les bailleurs à financer des programmes intégrés 	

Qui parmi-vous pourrait /souhaite être le point focal de cette dynamique pour votre région ?

*Point Focal SA (Nom et structure) : **ONDR/PNSA/ITRAD***

*Point Focal Nut (Nom et structure) : **Caleb Déodéo (action sociale)***



3. ***Ne serait-il pas intéressant de prévoir une restitution de l'atelier, des arbres à problèmes et barrières à l'intégration dans vos départements afin de déjà contribuer à lever certaines barrières ? Si oui, avec qui (interne, CRA ? autres ?)***

4. ***Quelle plateforme déjà existante (CRA ?, Autre ?) pourriez-vous utiliser comme point d'entrée pour la mise en œuvre de ces actions ?***

5. ***Quelles opportunités existent pour intégrer la nutrition et la sécurité alimentaire dans les programmes /planification existants ou à venir ? Comment pourriez-vous les utiliser ?***

6. ***Comment les participants à cette Formation peuvent-ils aider à remplir ces engagements?***

7. ***De quel autre type de support (technique, financier, ...) êtes-vous susceptibles d'avoir besoin ?***



Prochaines étapes post-atelier de l'atelier National au niveau des régions du LAC

Vous avez été sélectionnés pour cet atelier de formation en tant que représentants des clusters ou groupes thématiques de sécurité alimentaire et de nutrition dans votre pays/région. A ce titre, vous vous êtes engagés à proposer / mettre en œuvre des actions à la suite de cet évènement.

1. *Quelles actions recommanderiez-vous pour s'attaquer aux obstacles identifiés lors de la première journée dans votre pays ? Identifiez au moins une action par type d'obstacle que vous proposez de mener à terme.*

Obstacles/barrières identifiés à l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire	Action(s) recommandée(s)	Personne / organisation responsable
Difficultés pour une programmation intégrée <ul style="list-style-type: none"> • Faiblesse d'analyse des causes • Difficultés de ciblage • Manque de vision / objectifs communs • Manque / Faiblesse suivi et évaluation • Périodicité différente 	<ul style="list-style-type: none"> • Séance de travail entre les différents intervenants • Multiplier les rencontres bilatérales entre acteurs • Partage d'informations (rapport, analyse, autres) • Mise en commun d'indicateurs • Créer un cadre d'intégration • Respecter les principes définis 	CRA
Manque de connaissances et d'expertise pour l'intégration <ul style="list-style-type: none"> • Expertise sectorielle • Méconnaissance / Incompréhension entre concepts 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation, formation, vulgarisation • Formation du personnel • Formations d'experts dans les deux domaines 	CRA/ONG locales
Faiblesse du cadre institutionnel <ul style="list-style-type: none"> • Manque de coordination / Approche sectorielle • Absence de cadre politique intégrée • Cadre institutionnel par secteur / problème de mandat 	<ul style="list-style-type: none"> • Redynamiser le fonctionnement du CRA • Mise en place d'un mécanisme de commun 	ONG locales
Ressources financières inadaptées <ul style="list-style-type: none"> • Approche sectorielle des financements • Manque de ressources financières 		

2. *Qui parmi-vous pourrait /souhaite être le point focal de cette dynamique pour votre région ?*

Point Focal SA (Nom et structure) : *Délégation de l'Agriculture et de l'environnement*

Point Focal Nut (Nom et structure) :

.....



3. **Ne serait-il pas intéressant de prévoir une restitution de l'atelier, des arbres à problèmes et barrières à l'intégration dans vos départements afin de déjà contribuer à lever certaines barrières ? Si oui, avec qui (interne, CRA ? autres ?)**

Avec le CRA – CDA – ONG (Acted et Bambini)

4. **Quelle plateforme déjà existante (CRA ?, Autre ?) pourriez-vous utiliser comme point d'entrée pour la mise en œuvre de ces actions ?**

Avec le CRA – CDA

5. **Quelles opportunités existent pour intégrer la nutrition et la sécurité alimentaire dans les programmes /planification existants ou à venir ? Comment pourriez-vous les utiliser ?**

SODELAC

6. **Comment les participants à cette Formation peuvent-ils aider à remplir ces engagements?**

Journée de sensibilisation et de formation de tous les intervenants locaux

7. **De quel autre type de support (technique, financier, ...) êtes-vous susceptibles d'avoir besoin ?**

Des partenaires locaux



Prochaines étapes post-atelier de l'atelier National au niveau des régions du Ouddai

Vous avez été sélectionnés pour cet atelier de formation en tant que représentants des clusters ou groupes thématiques de sécurité alimentaire et de nutrition dans votre pays/région. A ce titre, vous vous êtes engagés à proposer / mettre en œuvre des actions à la suite de cet évènement.

1. *Quelles actions recommanderiez-vous pour s'attaquer aux obstacles identifiés lors de la première journée dans votre pays ? Identifiez au moins une action par type d'obstacle que vous proposez de mener à terme.*

Obstacles/barrières identifiés à l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire	Action(s) recommandée(s)	Personne / organisation responsable
Difficultés pour une programmation intégrée <ul style="list-style-type: none"> • Faiblesse d'analyse des causes • Difficultés de ciblage • Manque de vision / objectifs communs • Manque / Faiblesse suivi et évaluation • Périodicité différente 	<ul style="list-style-type: none"> • Implication de tous les acteurs au niveau du CRA /CDA • Redynamisation des CRA, CDA et CLA • Définition d'un plan d'action commun et intégré 	<ul style="list-style-type: none"> • Membres des CRA et CDA • Etat • ONG • Organisation internationale • Société civile
Manque de connaissances et d'expertise pour l'intégration <ul style="list-style-type: none"> • Expertise sectorielle • Méconnaissance / Incompréhension entre concepts 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités (formations, ateliers) • Plaidoyer 	Etat et partenaires
Faiblesse du cadre institutionnel <ul style="list-style-type: none"> • Manque de coordination / Approche sectorielle • Absence de cadre politique intégrée • Cadre institutionnel par secteur / problème de mandat 	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer de tous les acteurs pour la tenue régulière des réunions du CRA • Suivi au niveau national des activités du CRA • Clarifier les rôles et responsabilités du CRA et sensibiliser les acteurs à leur respect • Renforcer la communication entre les clusters + réunion communes et ad hoc 	L'état Tchadien et ses partenaires
Ressources financières inadaptées <ul style="list-style-type: none"> • Approche sectorielle des financements • Manque de ressources financières 		

Qui parmi-vous pourrait /souhaite être le point focal de cette dynamique pour votre région ?

*Point Focal SA (Nom et structure) : **Dehotibaye Alfred, PAM, Abéché***

Point Focal Nut (Nom et structure) :



2. *Ne serait-il pas intéressant de prévoir une restitution de l'atelier, des arbres à problèmes et barrières à l'intégration dans vos départements afin de déjà contribuer à lever certaines barrières ? Si oui, avec qui (interne, CRA ? autres ?)*

Un atelier similaire serait nécessaire au niveau de la région pour sensibiliser tous les acteurs et préparer une planification conjointe

3. *Quelle plateforme déjà existante (CRA ?, Autre ?) pourriez-vous utiliser comme point d'entrée pour la mise en œuvre de ces actions ?*

le CRA

4. *Quelles opportunités existent pour intégrer la nutrition et la sécurité alimentaire dans les programmes /planification existants ou à venir ? Comment pourriez-vous les utiliser ?*

Rapprocher les différents services et partenaires

5. *Comment les participants à cette Formation peuvent-ils aider à remplir ces engagements?*

Communication et conclusion de cet atelier par les participants au niveau du CRA (ONDR, PAM, PU, AMT)

6. *De quel autre type de support (technique, financier, ...) êtes-vous susceptibles d'avoir besoin ?*

Appui technique et financier pour la tenue d'un atelier et pour la planification régionale (état, FAO, REACH, UNICE, PAM et autre partenaires)



Prochaines étapes post-atelier de l'atelier National au niveau des régions du Salamat

Vous avez été sélectionnés pour cet atelier de formation en tant que représentants des clusters ou groupes thématiques de sécurité alimentaire et de nutrition dans votre pays/région. A ce titre, vous vous êtes engagés à proposer / mettre en œuvre des actions à la suite de cet évènement.

1. *Quelles actions recommanderiez-vous pour s'attaquer aux obstacles identifiés lors de la première journée dans votre pays ? Identifiez au moins une action par type d'obstacle que vous proposez de mener à terme.*

Obstacles/barrières identifiés à l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire	Action(s) recommandée(s)	Personne / organisation responsable
Difficultés pour une programmation intégrée <ul style="list-style-type: none"> • Faiblesse d'analyse des causes • Difficultés de ciblage • Manque de vision / objectifs communs • Manque / Faiblesse suivi et évaluation • Périodicité différente 	<ul style="list-style-type: none"> • Encourager les évaluations et planifications conjointes • Renforcer la concertation entre les acteurs multisectoriels 	<ul style="list-style-type: none"> • CRA • ONG • UN • Etat
Manque de connaissances et d'expertise pour l'intégration <ul style="list-style-type: none"> • Expertise sectorielle • Méconnaissance / Incompréhension entre concepts 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement les capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles 	
Faiblesse du cadre institutionnel <ul style="list-style-type: none"> • Manque de coordination / Approche sectorielle • Absence de cadre politique intégrée • Cadre institutionnel par secteur / problème de mandat 	<ul style="list-style-type: none"> • Redynamisation du CRA • Cluster mixte SA et Nut 	
Ressources financières inadaptées <ul style="list-style-type: none"> • Approche sectorielle des financements • Manque de ressources financières 	<ul style="list-style-type: none"> • Orienter les bailleurs à financer des programmes intégrés 	

Qui parmi-vous pourrait /souhaite être le point focal de cette dynamique pour votre région ?

*Point Focal SA (Nom et structure) : **ONDR/PNSA/ITRAD***

*Point Focal Nut (Nom et structure) : **DISTRICT***



2. **Ne serait-il pas intéressant de prévoir une restitution de l'atelier, des arbres à problèmes et barrières à l'intégration dans vos départements afin de déjà contribuer à lever certaines barrières ? Si oui, avec qui (interne, CRA ? autres ?)**

Ces restitution sont importantes aussi bien:

- *en interne (pour tous les participants à l'atelier) que*
- *au niveau CRA, CDA pour les services techniques déconcentrés et autres structures non présentes à l'atelier.*

3. **Quelle plateforme déjà existante (CRA ?, Autre ?) pourriez-vous utiliser comme point d'entrée pour la mise en œuvre de ces actions ?**

CRA/CDA pour les structures de l'état et CCO et les clusters pour les ONG Nationales et internationales

4. **Quelles opportunités existent pour intégrer la nutrition et la sécurité alimentaire dans les programmes /planification existants ou à venir ? Comment pourriez-vous les utiliser ?**

Projet en cours d'exécution et en cours de formulation à travers la mise en place d'espaces de concertation

5. **Comment les participants à cette Formation peuvent-ils aider à remplir ces engagements?**

*Individuellement au sein de leur organisation et
Collectivement dans les espaces de coordination existants (clusters, CRA, CDA, CCO, etc.)*

6. **De quel autre type de support (technique, financier, ...) êtes-vous susceptibles d'avoir besoin ?**

*Renforcer les capacités via les organisations et bailleurs
Mobilisation financière par les bailleurs*



Prochaines étapes post-atelier de l'atelier National au niveau des régions du Wadi Fira

Vous avez été sélectionnés pour cet atelier de formation en tant que représentants des clusters ou groupes thématiques de sécurité alimentaire et de nutrition dans votre pays/région. A ce titre, vous vous êtes engagés à proposer / mettre en œuvre des actions à la suite de cet évènement.

1. *Quelles actions recommanderiez-vous pour s'attaquer aux obstacles identifiés lors de la première journée dans votre pays ? Identifiez au moins une action par type d'obstacle que vous proposez de mener à terme.*

Obstacles/barrières identifiés à l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire	Action(s) recommandée(s)	Personne / organisation responsable
Difficultés pour une programmation intégrée <ul style="list-style-type: none"> • Faiblesse d'analyse des causes • Difficultés de ciblage • Manque de vision / objectifs communs • Manque / Faiblesse suivi et évaluation • Périodicité différente 	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un cadre commun d'analyse du contexte (via le CRA ?) • Partenariat renforcé • Planification commune • Echanges et communications • Cadre de gestion des conflits d'intérêts • Implication des PP 	<ul style="list-style-type: none"> • CRA et services techniques déconcentrés • Acteurs • OCHA • Acteurs • ONG • Acteurs
Manque de connaissances et d'expertise pour l'intégration <ul style="list-style-type: none"> • Expertise sectorielle • Méconnaissance / Incompréhension entre concepts 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités des acteurs dans la programmation SA-Nut 	<ul style="list-style-type: none"> • ONG, OCHA
Faiblesse du cadre institutionnel <ul style="list-style-type: none"> • Manque de coordination / Approche sectorielle • Absence de cadre politique intégrée • Cadre institutionnel par secteur / problème de mandat 	<ul style="list-style-type: none"> • Redynamisation et renforcement des structures existantes • Relancer la coordination, 	<ul style="list-style-type: none"> • SDE • CRA et CDA
Ressources financières inadaptées <ul style="list-style-type: none"> • Approche sectorielle des financements • Manque de ressources financières 		

Qui parmi-vous pourrait /souhaite être le point focal de cette dynamique pour votre région ?

*Point Focal SA (Nom et structure) : **Chef de secteur ONDR***

*Point Focal Nut (Nom et structure) : **Chef de district de Santé***



2. *Ne serait-il pas intéressant de prévoir une restitution de l'atelier, des arbres à problèmes et barrières à l'intégration dans vos départements afin de déjà contribuer à lever certaines barrières ? Si oui, avec qui (interne, CRA ? autres ?)*

CRA

3. *Quelle plateforme déjà existante (CRA ?, Autre ?) pourriez-vous utiliser comme point d'entrée pour la mise en œuvre de ces actions ?*

CRA

4. *Quelles opportunités existent pour intégrer la nutrition et la sécurité alimentaire dans les programmes /planification existants ou à venir ? Comment pourriez-vous les utiliser ?*

La communication entres les secteurs concernés par la SA et la Nut qui sont utilisé comme thèmes dans les réunions et rencontres de travail

5. *Comment les participants à cette Formation peuvent-ils aider à remplir ces engagements?*

Formation et vulgarisation de l'atelier de Ndjamena

6. *De quel autre type de support (technique, financier, ...) êtes-vous susceptibles d'avoir besoin ?*

On peut demander le support technique et financier de la FAO



Prochaines étapes post-atelier de l'atelier National au niveau des régions de Ndjamena

Vous avez été sélectionnés pour cet atelier de formation en tant que représentants des clusters ou groupes thématiques de sécurité alimentaire et de nutrition dans votre pays/région. A ce titre, vous vous êtes engagés à proposer / mettre en œuvre des actions à la suite de cet évènement.

1. *Quelles actions recommanderiez-vous pour s'attaquer aux obstacles identifiés lors de la première journée dans votre pays ? Identifiez au moins une action par type d'obstacle que vous proposez de mener à terme.*

Obstacles/barrières identifiés à l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire	Action(s) recommandée(s)	Personne / organisation responsable
Difficultés pour une programmation intégrée <ul style="list-style-type: none"> • Faiblesse d'analyse des causes • Difficultés de ciblage • Manque de vision / objectifs communs • Manque / Faiblesse suivi et évaluation • Périodicité différente 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre sur pied une coordination multisectorielle (quid des CRA existants ?) • Renforcer la coordination des activités des ONG • Avoir une planification qui intègre la nutrition et la SA • Renforcer la capacité des acteurs • Plaidoyer 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministères plan, santé, Agriculture
Manque de connaissances et d'expertise pour l'intégration <ul style="list-style-type: none"> • Expertise sectorielle • Méconnaissance / Incompréhension entre concepts 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités des acteurs 	
Faiblesse du cadre institutionnel <ul style="list-style-type: none"> • Manque de coordination / Approche sectorielle • Absence de cadre politique intégrée • Cadre institutionnel par secteur / problème de mandat 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de l'inter-cluster 	<ul style="list-style-type: none"> • ONG's (Int et Locales)
Ressources financières inadaptées <ul style="list-style-type: none"> • Approche sectorielle des financements • Manque de ressources financières 	<ul style="list-style-type: none"> • Orienter les bailleurs à financer des programmes intégrés 	<ul style="list-style-type: none"> • Pont focal

Qui parmi-vous pourrait /souhaite être le point focal de cette dynamique pour votre région ?

Point Focal SA (Nom et structure) : ?

Point Focal Nut (Nom et structure) : ?



2. ***Ne serait-il pas intéressant de prévoir une restitution de l'atelier, des arbres à problèmes et barrières à l'intégration dans vos départements afin de déjà contribuer à lever certaines barrières ? Si oui, avec qui (interne, CRA ? autres ?)***

3. ***Quelle plateforme déjà existante (CRA ?, Autre ?) pourriez-vous utiliser comme point d'entrée pour la mise en œuvre de ces actions ?***

4. ***Quelles opportunités existent pour intégrer la nutrition et la sécurité alimentaire dans les programmes /planification existants ou à venir ? Comment pourriez-vous les utiliser ?***

5. ***Comment les participants à cette Formation peuvent-ils aider à remplir ces engagements?***

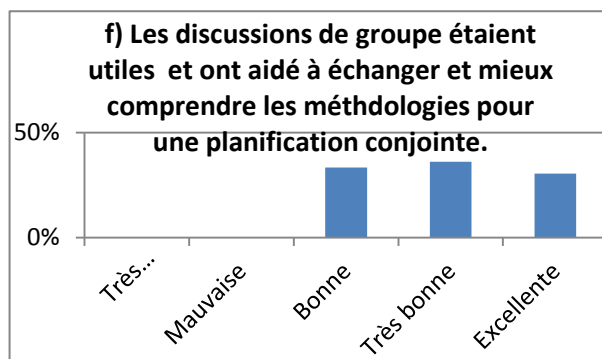
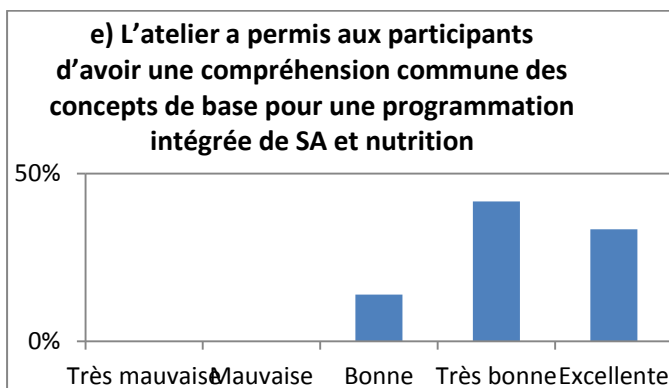
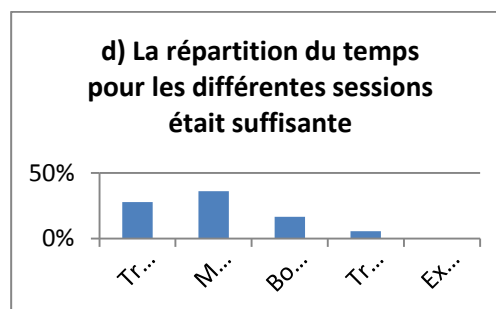
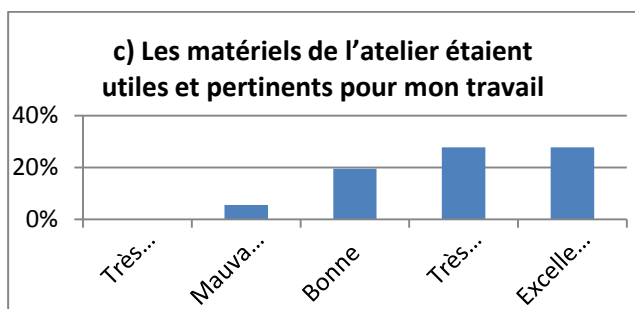
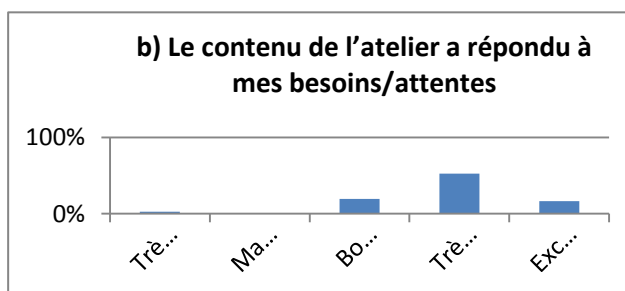
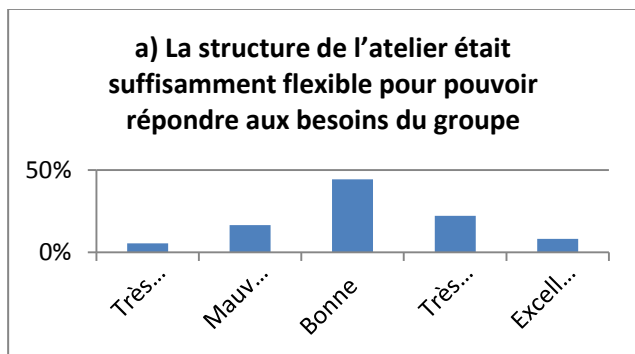
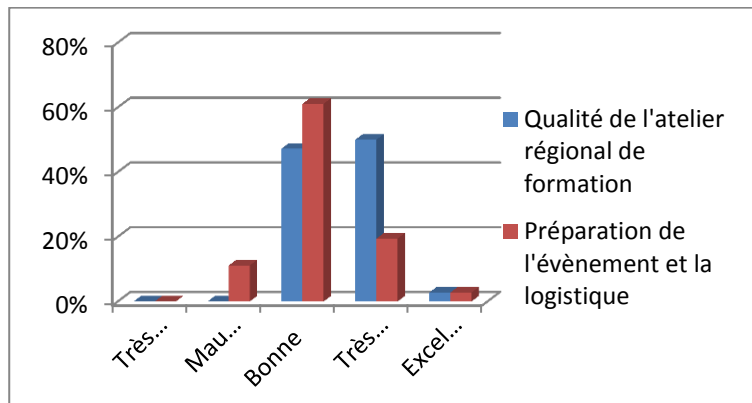
6. ***De quel autre type de support (technique, financier, ...) êtes-vous susceptibles d'avoir besoin ?***

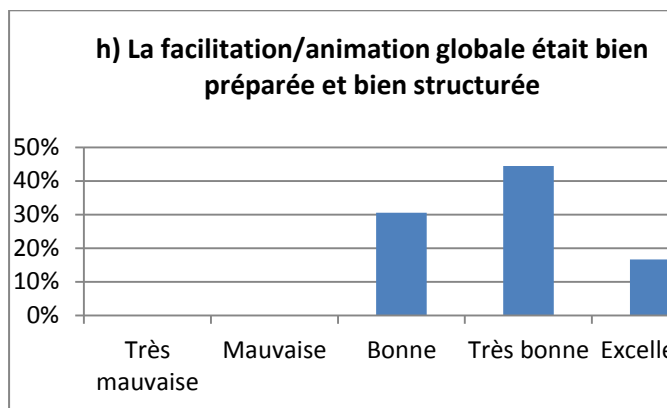
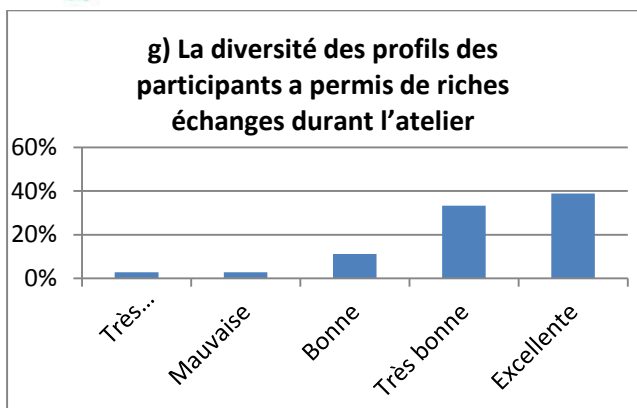


ANNEXE 9 : Synthèse des évaluations de l'Atelier par les participants

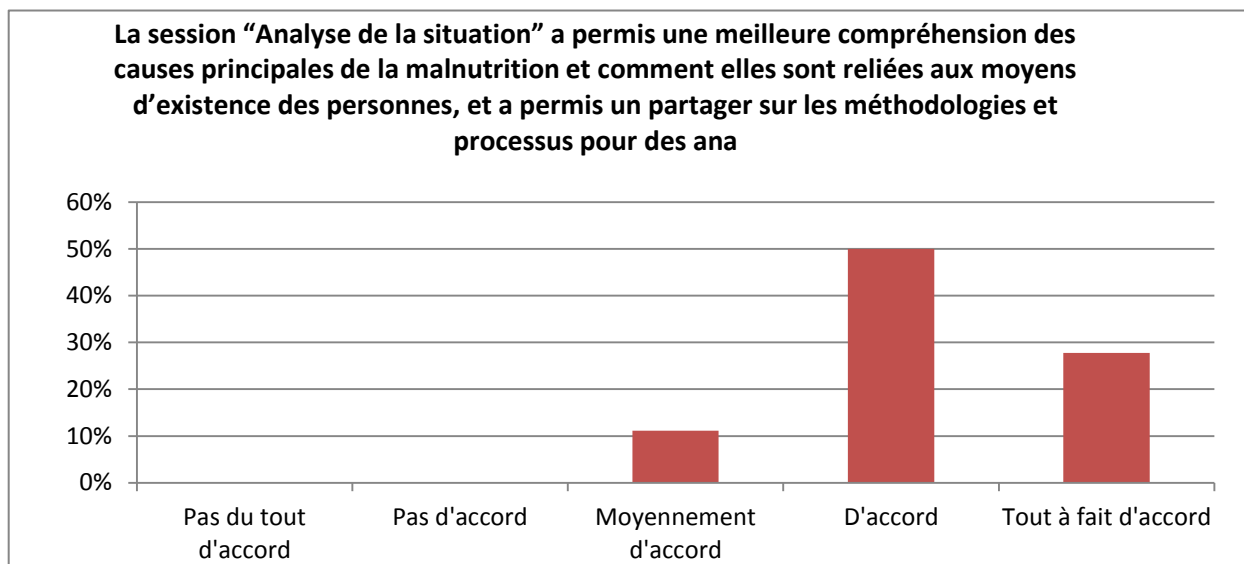
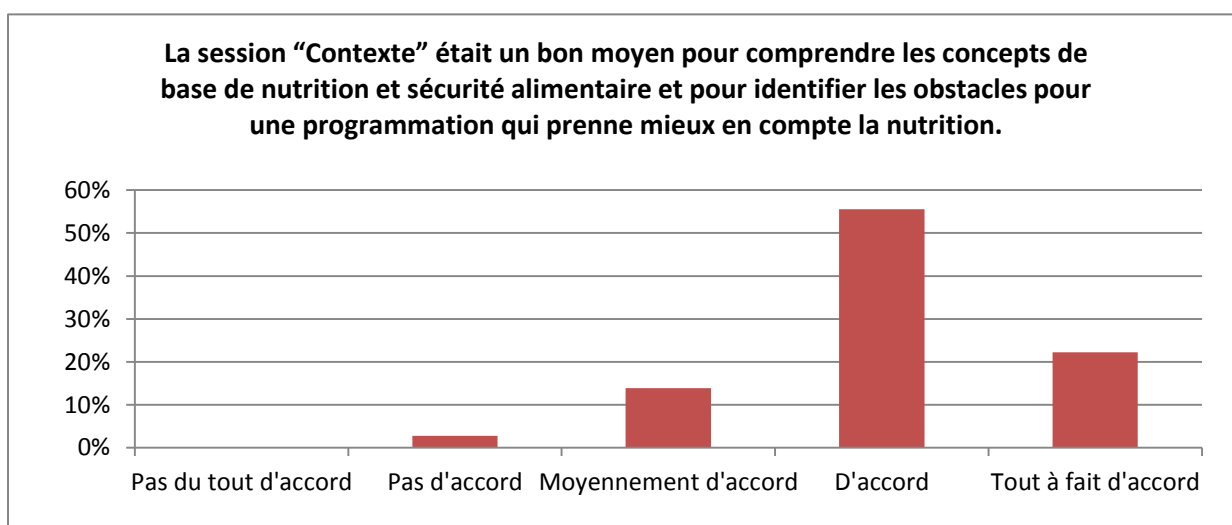
36 fiches d'évaluation ont été remplies par les participants à la fin de l'atelier. Les résultats ci-dessous sont tirés des informations fournies par ces fiches.

1. Evaluation générale de l'atelier



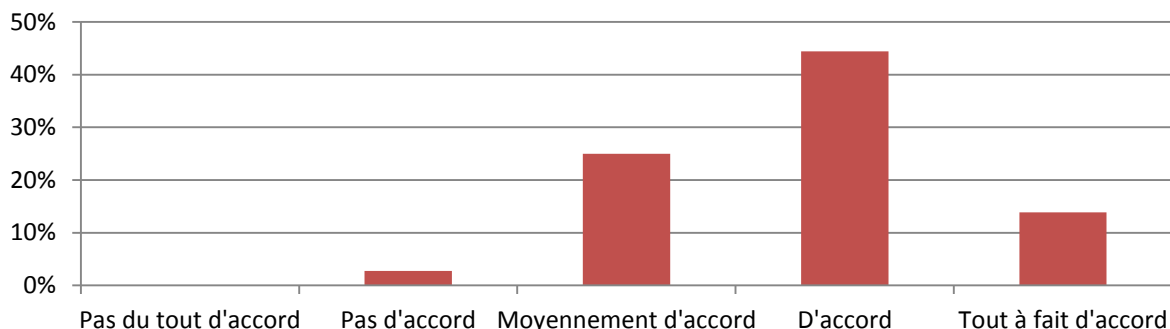


2. Evaluation par session

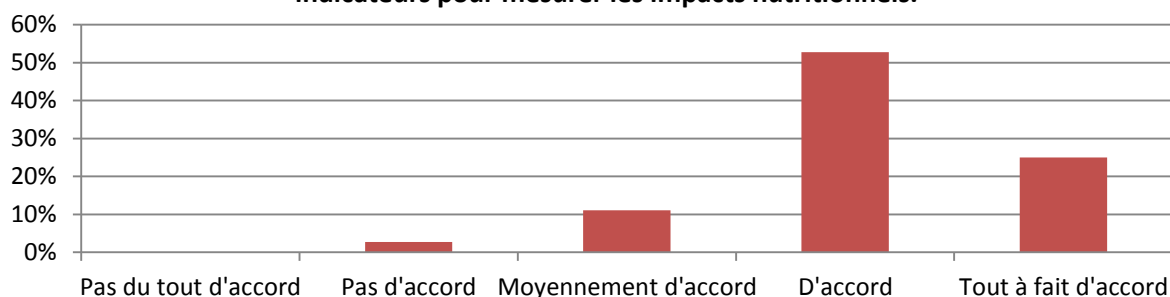




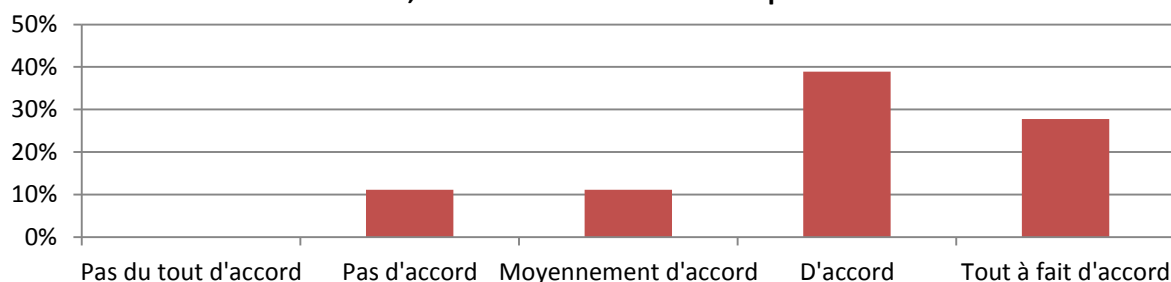
La session “Analyse de la réponse et conception de projet” a aidé à mieux comprendre les rôles partagés des différents secteurs dans l’atteinte d’un objectif nutritionnel commun



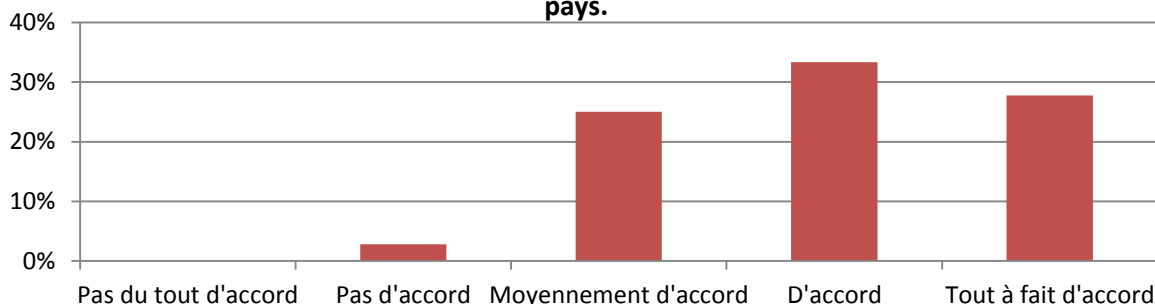
La session “Suivi et évaluation de l’impact nutritionnel” présenta les concepts de suivi et d’évaluation et aida à mieux comprendre comment définir des indicateurs pour mesurer les impacts nutritionnels.



La session “Coordination” a permis d’identifier les contraintes et opportunités pour des mécanismes de coordination plus intégrés entre nutrition, sécurité alimentaire, résilience et autres secteurs pertinents.



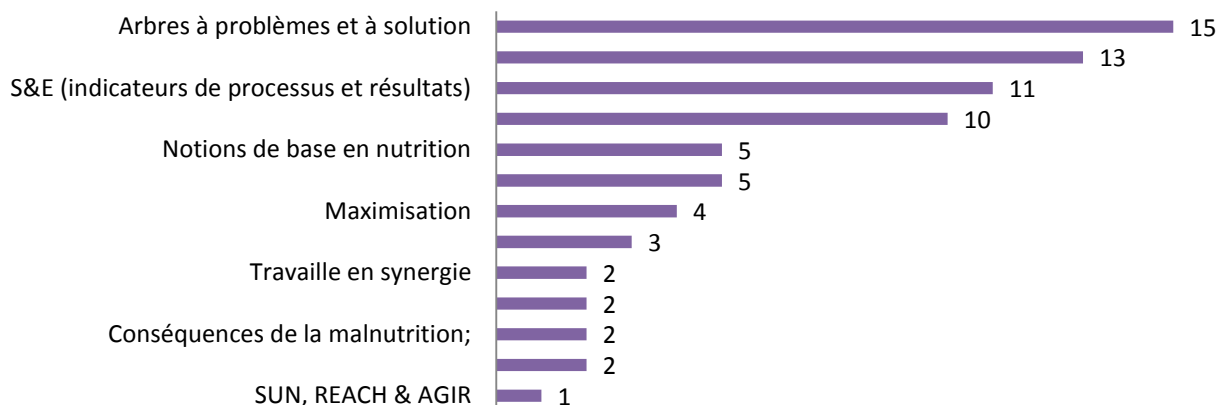
La session “Prochaines étapes” a permis aux participants d’identifier des recommandations concrètes et pertinentes pour promouvoir une meilleure programmation intégrée de la nutrition et de la sécurité alimentaire dans leurs pays.



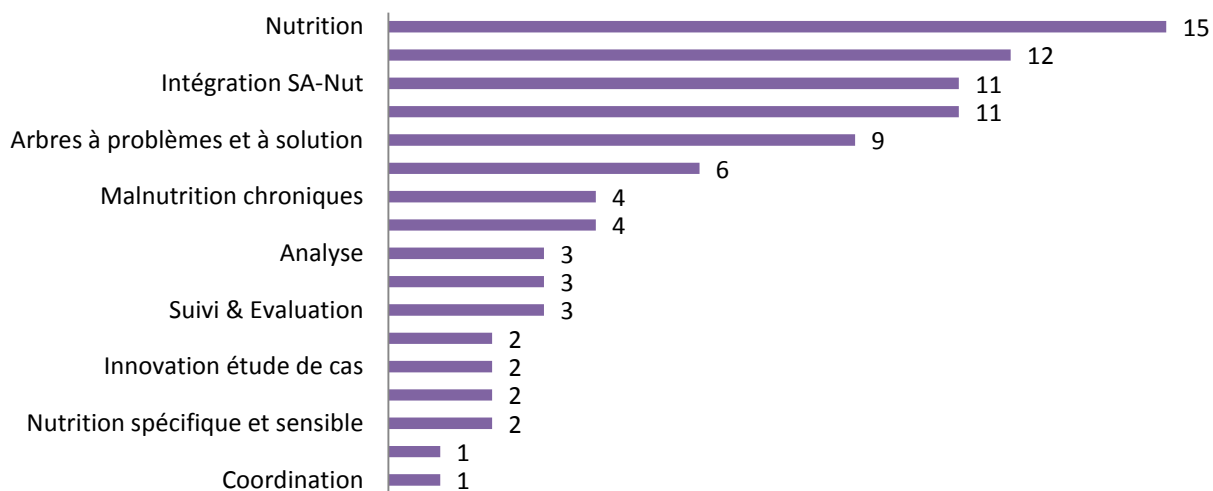


3. Compétences acquises

Quelles nouvelles compétences avez-vous acquises au cours de l'atelier ?



Quelles informations et concepts avez-vous le mieux compris?





4. Recommandations pour l'amélioration de la qualité/pertinence de futurs ateliers

Recommandations émises par les participants	Nbr de fois citées	%
Plus de temps	27	49%
Salle	10	18%
perpétuer ce genre de formation/chaque année	3	5%
Diffusion en région des TDR	3	5%
Atelier hors de la ville	2	4%
Continuer à associer les structures étatiques	2	4%
Respect des horaires	2	4%
Inviter des techniques et décideurs des 2 secteurs	1	2%
Plus de partage d'expérience	1	2%
Réduire le nombre de thèmes	1	2%
Formation de formateurs	1	2%
Documents clés en début d'atelier	1	2%
Multidisciplinarité	1	2%



ANNEXE 10: Recommandations de l'atelier (générales et par secteur)

Recommandations générales

- **Intensifier les actions d'IEC** en lien avec la SA/Nut **au niveau communautaire** (ONG)
- **Uniformisation (cadre unique) et redynamisation des CRA** et plateformes existantes (CDA, CLA, autre) de coordination pour faciliter le partage d'information :
 - Mettre sur pied un **organe unique et/ou uniformisé de coordination** SA/Nut (cité 2 fois),
 - **redynamiser les CRA/CDA/CLA** (cité 2 fois),
 - **Renforcement des capacités** des membres de la **coordination**.
- **Renforcer l'inter-cluster et** le rapprochement opérationnel **entre les clusters « Nutrition et Sécurité Alimentaire »** :
 - **Partage d'informations et leçons apprises** entre les clusters « nutrition et Sécurité Alimentaire »,
 - **Participation mutuelle** des membres des deux clusters aux réunions de nutrition et de Sécurité Alimentaire.
- **Renforcer les compétences et poursuivre la sensibilisation des acteurs** en région pour une meilleure intégration et synergie des programmes de SA & de Nut et des acteurs des autres secteurs (cité 3 fois) :
 - **Organiser un atelier analogue sur** l'intégration nutrition et Sécurité Alimentaire **dans les régions avec tous les acteurs**,
 - **Multiplier les rencontres d'explication** des concepts (SA-Nut) pour les **différents acteurs** intervenant dans les régions,
 - **Sensibiliser et informer les différents acteurs** sur l'intégration des programmes de nutrition et de Sécurité Alimentaire.
- **Renforcer le Partenariat/ collaboration /Concertation (État-ONG)** ; cité dans 3 groupes :
 - **Renforcer le partenariat et la collaboration** entre les acteurs SA-Nut dans la phase de mise en œuvre des projets (cité 2 fois),
 - **Amélioration la concertation SA/Nut et multi acteurs (ONG, UN, Etat)** ; cité 3 fois.
- **Améliorer l'évaluation des besoins** en Nutrition et Sécurité Alimentaire :
 - Initier et renforcer les **évaluations des besoins et réponses SA et Nut**,
 - Prise en compte des **besoins réels des populations en nutrition et Sécurité Alimentaire**.
- Elaboration de **plans d'action et de programmation conjoints en Nutrition et Sécurité Alimentaire et partage d'information** (Cité 2 fois)
- Mise en place d'un **comité conjoint et restreint d'éveille** et d'alerte en « Nutrition & Sécurité Alimentaire »
- Mise en place d'un **système de veille et d'alerte précoce**
- **Synergie d'action dans les projets intégrés – Ndj**



- **Intégration** de la Nutrition et SA *dans* le programme de la **SODELAC**
- **Intensifier le plaidoyer et le financement**
 - Rechercher des **financements additionnels pour** la mise en œuvre de **programme SA/Nut** (Etat/ONG/PTF),
 - **Plaidoyer** auprès es PTF/Bailleurs **pour le financement de projets bi (multi) – sectoriels.**

Recommandations des acteurs du secteur « Nutrition »

- **Coupler des interventions** de SA aux projets nutritionnels,
- Renforcer les **capacités** pour mieux intégrer la SA et la Nut,
- Créer un **cadre de concertation** entre SA et Nut,
- **Introduire des objectifs nutritionnel dans les politique et plan d'action** et entre autre au niveau de l'Action Sociale,

Recommandations des acteurs du secteur « Sécurité Alimentaire »

- Intensifier des **journées d'information** sur la **Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle**,
- Inviter tous les acteurs (état, ONG, UN) à des **Réunions périodiques**,
- Instituer/**redynamiser les cadres existants** de concertation (CRA/CDA),
- Mise en place d'un **cadre unique** de concertation entre secteurs,
- Instituer un programme de **suivi conjoint**,
- Mise en place de programme de travail sur l'intégration.



Aide humanitaire
et Protection civile

Cette publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne à travers le projet "Renforcement des capacités pour la sécurité alimentaire". Le contenu de cette publication ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.